



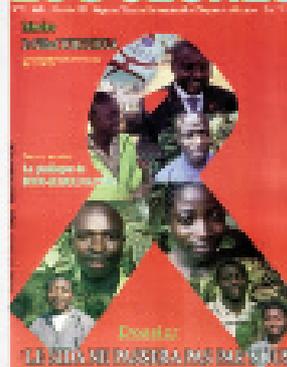
CIPCRE

Cercle International pour la Promotion de la Création

RAPPORT D'ACTIVITES 2007



ECO JEUNES



CIPCRE-CAMEROUN

B.P. 1256, BAFOUSSAM
TÉL. (237) 33 44 62 67
FAX (237) 33 44 66 69
E-MAIL: cipcre.dg@cipcre.org

CIPCRE-BÉNIN

B.P. 287, PORTO-NOVO
TÉL (229) 20 24 72 49
FAX (229) 20 24 80 50
E-MAIL: cipcre.benin@cipcre.org

CIPCRE-CONSEIL & SERVICES

B.P. 15059 YAOUNDÉ
TÉL (237) 22 23 75 92
FAX (237) 22 23 75 92
E-MAIL: cipcre.benin@cipcre.org

EDITORIAL

S'il est un événement qui aura profondément marqué l'équipe du CIPCRE au cours de l'année qui s'achève, c'est bien la disparition de Monsieur Silas Ghomdum, responsable du Service Administratif et Financier et délégué du personnel. Dévoué, loyal et profondément respectueux de ses collègues et des règles et procédures de la maison, il aura été un brillant serviteur des idéaux du CIPCRE jusqu'à cette date fatidique du 5 octobre où la mort est venue l'arracher à notre affection.



Malgré le vide que cette disparition aura créé au milieu de nous, nous n'avons pas baissé les bras. Comme par le passé, nous avons continué à nous battre sur plusieurs fronts, ici pour accompagner des initiatives paysannes, là pour mobiliser des communautés de foi contre le fléau de la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, là encore pour impliquer les établissements scolaires dans la lutte pour un environnement sain et vert. Nous n'avons pas manqué de jouer notre partition dans le concert de la société civile émergente ni de promouvoir l'approche genre dans nos interventions, encore moins de faire savoir aux plans national et international ce que nous faisons et comment nous le faisons.

Bonne lecture !

*Pasteur Jean Blaise Kenmogne
Directeur Général du CIPCRE*

Directeur de Publication
Pasteur Jean Blaise KENMOGNE

Rédacteur en Chef
Eugène FONSSI

Mise en ligne
Bruno SOUFO

Secrétariat
Christance NEKAME

Imprimerie
Sam Commerce et Services
Tel. 77 14 04 98 Yaoundé

Ont collaboré à cette publication
- Dr KÀ MANA
- Samuel SOFFO TODJO

- Elidja ZOSSOU
- Barka CHABI GUENOUFEPA
- Paulin Jésusin DOSSOU
- Alphonse AZÉBAZÉ
- Georges MESSE
- Mirabelle DAMTSE
- Jean Daniel NDÉ
- Anne Marie SOB
- Roger KOUAM
- Gille NZODA
- David ATEMKENG
- Aimé KAMGA
- Régine KENMOÉ
- Pascal Aimé MBOKOUOKO
- Claude NWAFO
- Sébastien FORNEROD
- Mia C. OSTEGAARD

SOMMAIRE

EDITORIAL	2
CONTEXTE GÉNÉRAL D'INTERVENTION.....	3
PROMOTION DES INITIATIVES LOCALES DE DEVELOPPEMENT.....	4
PROMOTION DE L'EDUCATION ECOLO- GIQUE ET CITOYENNE.....	15
PROMOTION FOI ET ACTION SOCIALE.....	18
PROMOTION DE L'APPROCHE GENRE ET DEVELOPPEMENT.....	24
COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT.....	26
CONTRIBUTION AUX PRODUITS PROPRES DU CIPCRE.....	28
CONTRIBUTION AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE...30	
NOS STRATÉGIES ET RESSOURCES	34
POUR CONCLURE.....	38
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	39

BREF HISTORIQUE

Le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE), ONG d'obédience chrétienne et de droit camerounais, est né dans les années 90, dans une Afrique en pleine effervescence démocratique mais profondément marquée par une crise sociale, morale, économique, culturelle, spirituelle et environnementale. Dès ses débuts, le CIPCRE s'est donné pour mission d'amener les populations, hommes et femmes, éprendre en charge leur propre développement en relation avec la problématique écologique prise dans un sens large. La volonté étant ainsi de contribuer à la construction en Afrique d'une société fondée sur les valeurs évangéliques, c'est-à-dire une société démocratique, juste, équitable, humaine, saine et verte.

Dans sa zone d'intervention, qui couvre l'Afrique Centrale et Occidentale, à travers les deux Directions Nationales au Cameroun et au Bénin, le CIPCRE s'est rapidement lancé dans des pratiques sociales touchant le monde rural, le monde urbain, l'univers scolaire et universitaire, les milieux religieux, bref tous les lieux susceptibles de faire incarner "l'écologie" en tant que promotion de la vie dans sa globalité. Depuis peu, il s'est également investi dans la lutte contre la fracture numérique entre le Nord et le Sud à travers WAGNE, l'un des 2 départements du CIPCRE Conseil et Services (CCS) installé à Yaoundé.

Le présent rapport est disponible dans toutes les Directions Nationales du CIPCRE, à la Direction Générale et au CCS. Vous pouvez également le découvrir sur notre site www.cipcre.org

En cette année 2007, l'actualité au Cameroun comme au Bénin a enregistré des événements contrastés tant aux plans politique, socio-économique, qu'environnemental.

Au Cameroun, l'illusion d'une éventuelle alternance politique s'est estompée. Et pour cause : le pouvoir RDPC a remporté haut la main le scrutin couplé de juillet. Le Chef de l'Etat en a tiré prétexte pour nourrir le rêve secret de procéder à la modification de la Constitution pour rempiler pour un nouveau mandat en 2011. Au Bénin, les cinquièmes élections législatives de l'ère du renouveau démocratique ont eu lieu dans une ambiance surchauffée marquée par les contradictions internes de la commission électorale, la hargne du nouveau gouvernement de disposer d'une majorité parlementaire au grand dam des partis politiques traditionnels et des irrégularités. Les remaniements ministériels, d'une étonnante fréquence, ont fait éclater le secteur de l'éducation en 4 ministères.

Sur le plan socio-économique, la croissance annoncée au lendemain de l'atteinte du point d'achèvement n'a pas été au rendez-vous. D'après le Groupement interpatronal du Cameroun (GICAM), la croissance a décéléré en 2007 pour se situer autour de 2,7 %. La tension inflationniste est restée vive sur les marchés. Le poisson, les matériaux de construction, le riz, la farine, le poulet, le sel ont enregistré des hausses spectaculaires. Pendant ce temps, les principaux produits d'exportation à l'instar de la banane, du café et du coton ont accusé des baisses de production alors qu'on note un relèvement de leurs cours sur le marché mondial. Malgré une légère accalmie observée il y a deux ans et des sanctions sévères prises à l'encontre de quelques détournateurs de fonds publics, le Cameroun est resté dans le peloton des pays les plus corrompus du monde. Au Bénin, la croissance économique s'est consolidée en 2007, avec un taux de croissance réel du produit intérieur brut estimé à 5,3 %, contre 3,8 % en 2006. Mais la cherté de la vie a été un grand défi qui, couplé aux mouvements sociaux dans des secteurs vitaux comme la santé, l'éducation et même la douane, peut bien occulter les efforts de promotion du renouveau économique. L'école qui pour nous est un lieu majeur d'appren-

tissage du changement social est restée, malgré les discours officiels, une fabrique de chômeurs et d'inadaptés sociaux. Quant à l'Eglise, héritière d'une tradition de conformisme, elle n'est pas toujours arrivée à amorcer les articulations nécessaires pour participer à la résolution des problèmes de la société.

Dans cette conjoncture politique et socio-économique, l'environnement n'a pas été en reste. La pression de l'homme sur le sol, notamment dans les Hautes Terres de l'Ouest-Cameroun ont donné un coup d'accélérateur aux phénomènes écologiques anciens tels que la pression sur les espaces cultivables avec son corollaire de conflits fonciers et de conflits éleveurs/agriculteurs, l'érosion, la diminution de la fertilité des sols, la disparition de nombreuses espèces fauniques et floristiques, etc. La réduction de la capacité d'intervention des collectivités locales, doublée d'une paupérisation générale, a entraîné dans nos villes l'aggravation des problèmes d'assainissement. Au Bénin, ont été instituées par le Gouvernement des journées mensuelles de salubrité publique sur toute l'étendue du territoire, la promotion des motos à quatre temps pour lutter contre la pollution atmosphérique, la promotion du reboisement urbain comme source d'emploi pour les jeunes gens, la mobilisation d'importants fonds en faveur de la lutte contre l'érosion côtière, le vote de la loi foncière rurale, etc. Cependant, l'on a noté le démarrage de grands projets d'infrastructures sans études d'impact environnemental préalables ; les inondations de grande envergure dans des villes comme Porto-Novo et qui ont mis en évidence les conséquences fâcheuses de l'occupation anarchique des exutoires naturels ; le très faible taux d'exécution du Plan de Travail et de Budget Annuel (PTBA) 2007 du ministère en charge de l'environnement ; l'interdiction du prélèvement du sable marin qui n'a pas pu être effective pendant que l'exploitation du sable lagunaire a démarré avec amateurisme, etc.

C'est dans ce contexte général que le CIPCRE a poursuivi son travail d'appui-accompagnement des populations dans la prise de leur destin. ■

PROMOTION DES INITIATIVES LOCALES DE DEVELOPPEMENT

Dans les zones rurales comme à Porto-Novo et à Bafoussam, nous avons été aux côtés des populations pour les aider à faire prospérer leurs initiatives économiques et de promotion d'un cadre de vie sain. Nos activités ont été diversifiées allant de la promotion des plantes médicinales, des plantes à épices et des arbres fruitiers locaux à l'appui-accompagnement des populations dans la gestion de leur cadre de vie en passant par l'expérimentation et la vulgarisation de l'élevage du petit gibier, l'appui aux initiatives de déboisement, la promotion de l'agriculture durable et de la lutte contre l'érosion.

Il ne fait point de doute que la biodiversité floristique est menacée dans la province de l'Ouest au Cameroun et particulièrement les plantes médicinales, les plantes à épices et les arbres fruitiers locaux.

Plantes médicinales

Pour contribuer à la promotion de la culture et de la consommation des plantes médicinales, nous avons organisé quatre (4) séances de sensibilisation à Bafoussam, Bangangté, à la mission catholique de Bamendjou et à la chefferie de Tchouadeng sur l'importance de la conservation et de la culture des plantes médicinales au bénéfice de 387 personnes parmi lesquelles des autorités administratives, des responsables d'établissements scolaires publiques et privés, des enseignants, des élèves, des responsables des services publics et privés des arrondissements de Bafoussam et de Bangangté. Les membres de trois GIC et les chrétiens de la paroisse Saint Antoine de Bamendjou et d'une paroisse de l'Eglise Evangélique de Baméka ont été également touchés. Les personnes sensibilisées à Bamendjou ont acheté 47 plants d'*Artemisia annua* et ont bénéficié des appuis conseils pour la plantation et l'entretien de ces plants.



Exposition vente des plantes médicinales de Bangang

Comme effet induit par les sensibilisations, environ 670 personnes dont 247 femmes ont été reçues dans nos services. Environ 1 625 plants, 2111 sachets de tisanes et 89 brochures ont été achetés par ces visiteurs. Des plants vendus, 536 ont été achetés par l'Université des Montagnes pour enrichir son arboretum.



Atelier de suivi des paysans pilotes des plantes médicinales à Foto

Nous avons également réalisé un atelier d'information sur l'efficacité de l'*Artemisia annua* au Centre Médical d'Arrondissement (CMA) de Bayangam au profit de quatorze (14) personnes du corps médical. L'animation de l'atelier a été assurée par une pharmacienne qui a fait une étude sur cette plante à l'Université des Montagnes.

A Bandrefam, ce sont 25 personnes dont 5 femmes qui ont été formées sur les techniques de culture, de récolte, de séchage et de conditionnement des plantes médicinales. Parmi les bénéficiaires on comptait 5 volontaires du Corps de la Paix et 20 paysans constitués de leaders de 5 Groupes d'Initiatives Communes (GIC) des villages environnants. A l'issue de cette formation, une pépinière de plus de 300 plants a été installée par les apprenants et servira pour la création des jardins de plantes médicinales dans les 5 villages représentés à la session.

Bien plus, nous avons gratifié les partenaires à la base dans 8 localités que sont Foto, Bangang, Bansoa, Mbouda, Bamekoumbo, Galim, Bandjoun et Bamougoum d'appuis techniques et matériels dont 10 sacs de compost, 250 plants de *Prunus africana*, 104 plants d'oseille rouge de guinée et des semences de Luzerne, Trèfle Vroelle et Lin. En collaboration avec le volontaire du Corps de la Paix de Bamendjo et de son homologue camerounais, nous avons introduit en milieu paysan le *Moringa oléifera*, une nouvelle espèce

reconnue pour sa haute valeur nutritionnelle et médicinale et qui est particulièrement utile dans le traitement des cas de maladies dues aux carences alimentaires. Au total, 65 plants et plus de 1600 graines de cette espèce ont été introduits dans 11 villages.

Nous avons organisé des activités de suivi qui ont permis de renforcer les capacités de 40 paysan(ne)s. Les ateliers de suivi et d'échanges organisés à Foto et Bangang ont regroupé respectivement 14 personnes dont 12 femmes et 18 personnes dont 13 femmes tandis que les suivis individuels ont été réalisés de 8 paysans pilotes dont 3 femmes. Comme effets induits, plusieurs méthodes de multiplication des plantes médicinales sont expérimentées par les paysans en milieu réel et 60 espèces de plantes médicinales locales sont aujourd'hui cultivées aussi bien par ces pays que par de nouvelles personnes. Au total, les paysans pilotes ont produit environ 8 340 plants de plus de 40 espèces, 8 000 litres d'infusions, 7 772 sachets de tisanes et 15 litres de sirop. La vente de leurs productions leur a permis de dégager des revenus additionnels évalués à un montant global d'environ Fcfa 3 558 750.

Dans le Nord-Ouest, nous avons mené 3 groupes d'activités pour vulgariser la culture des plantes médicinales : les sensibilisations, les appuis matériels et l'accompagnement des partenaires dans le marketing de leurs produits.

Quatre (4) séances de sensibilisation ont été organisées dans la ville de Bamenda sur l'importance de la conservation de la culture et de la consommation des plantes médicinales : les deux premières pour répondre aux demandes de FOWIC et de la Délégation Provinciale du MINPROFF, les deux autres dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la Femme Rurale et des Journées Portes Ouvertes de NWADO. Environ 715 personnes de diverses catégories socio-professionnelles ont été touchées dont 67,5 % de femmes.



Sensibilisation sur les plantes médicinales à Bamenda

Quant aux appuis en petits matériels, deux séchoirs ont été construits au profit des groupes

ARIFA GIC DESIKANG pour le conditionnement des plantes médicinales, une brouette, des plants, de la fumure organique et du fil barbelé apportés au groupe ATWID Kongagdzeng pour renforcer la protection de son jardin. Tous ces partenaires ont reçu un appui en matériel d'emballage et d'étiquetage pour améliorer la valeur ajoutée des tisanes produites. Grâce à leurs séchoirs, les groupes ARIFA GIC et DESIKANG ont produit 65 kg de tisane. Une nouvelle plante, l'Echenesia a été introduite par le groupe ATWID. D'après les témoignages recueillis, cette plante soulagerait les 75 personnes vivant avec le VIH-SIDA que ce groupe encadre.

En plus des activités planifiées, nous avons accompagné nos partenaires dans la commercialisation de leurs produits dont nous avons relayé la vente dans nos bureaux. Nous avons ainsi accueilli environ 135 nouvelles personnes dont 80 femmes qui ont pour l'essentiel acheté des tisanes d'Artémisia. Grâce à ces ventes et à celles réalisées avec notre concours lors des sensibilisations, nos partenaires ont réalisé des bénéfices de l'ordre de Fcfa 382 000.

Plantes à épices et arbres fruitiers

Les plantes à épices et des arbres fruitiers locaux ont été promus à travers 3 activités : une session de formation, la collecte des informations et l'appui en matériels aux partenaires à la base. La session en techniques de marcottage a été organisée au profit du GIC AGROFOBA de Bangang. Elle a permis de renforcer les capacités de 15 membres dont 10 femmes.

Quant à la collecte des informations sur les plantes à épices et espèces fruitières, nous avons profité des différentes activités de terrain pour la réaliser. Les différents sondages effectués nous révèlent que bien que très prisés pour leurs épices et leur bois, certains arbres auraient été abandonnés par les populations en raison de leur cycle végétatif très long et de l'ombrage qu'ils créent sur les cultures vivrières. C'est à la suite de ces différents constats que nous avons entrepris avec le groupe GEA de Yom IV d'étendre ses activités de domestication à la production des plants à épices.

Des appuis matériels constitués de 12 kg de Fagara, 10 kg de " bush peper " (Medjeng), 200 graines de " leloum pack ", 200 graines de Tétrapleura tetraptéra, 2000 graines de djangsang et du matériel pour la construction des hangars et châssis de propagation ont été apportés aux partenaires pour la production des plantes dans les rites de domestication de Bangang, Bansa et Bandjoun. Ces appuis ont permis aux promoteurs de réfectionner les installations du site de domestication du GEA de Yom IV, de poser 290 marcottes, de produire 2 400 plants dont 38 par bouturage. Ces

plants comprennent des espèces à grande valeur économique dont des espèces à épices, des arbres fruitiers et de *Prunus africana*. 1246 boutures de Safoutier, de *Prunus africana* et de Djansang ont été aussi mis en châssis. Aux membres du GIC AGROFOBA de Bangang, les appuis ont essentiellement permis de suivre et entretenir leurs installations châssis de propagation et leur parc à bois.

Dans le Nord-Ouest, 3 activités ont été organisées pour promouvoir les plantes à épices et les arbres fruitiers locaux : une session de formation, des visites de suivi et l'appui à la commercialisation des plants produits.

La session de formation de Bali sur la domestication des arbres a été animée par 2 paysans pilotes venus du groupe MIFACIG et justifiant d'une expérience avérée en domestication des arbres. Trente quatre (34) pépiniéristes dont 10 femmes ont renforcé leurs capacités en création et gestion d'un parc à bois dans les domaines de l'intégration des arbres dans les systèmes de culture et du marketing des produits agroforestiers. En guise de démonstration, 40 plants d'arbres constitués de Djansang, de bitter cola, de Kolatier et de " bush pepper " ont été greffés. Vingt (20) marcottes ont été posées sur les fruitiers locaux et sur les arbres à épices. Près de 300 boutures de tiges du fruit de la passion ont été installées dans le châssis de propagation construit à cet effet par les participants. Les appuis en petits matériels apportés dans les 2 pépinières étaient constitués de sachets, d'arrosoirs, de couteaux de greffage, de papiers plastiques, de brouettes, de pelles et des semences d'espèces à épices.



Site de domestication des arbres à Fundong dans le Nord-Ouest

Des visites de suivi ont été réalisées auprès des bénéficiaires de la formation. Elles ont permis de noter que les paysans de IDASS ont entrepris le greffage de 20 plants de " bush onion ", posé 25 marcottes sur les arbres à noisettes (*Coula edulis*) et préparé 40 boutures de cette espèce. Les appuis apportés aux paysan(ne)s de Boh et IDASS leur ont permis de produire 1500 plants issus de la multiplication générative, 500 plants issus de la multiplication végétative dont 100 marcottes, 100 plants

greffés et 300 plants de boutures de tiges d'arbres à épices et fruitiers locaux.

L'appui à la commercialisation des plants produits a consisté dans la mise en relation du groupe IDASS avec l'Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier (ANAFOR) et de l'Union Boh avec PAFRA. Un contrat de production de 200 plants améliorés d'espèces à épices diverses a été conclu entre ces deux derniers tandis que les négociations sont en cours entre les deux premiers.

Elevage du petit gibier

La biodiversité faunique est aussi menacée dans la province de l'Ouest. Pour contribuer à sa préservation, nous avons poursuivi la production des géniteurs, l'appui et le suivi des éleveurs, la formation et l'installation de nouveaux élevages et la réflexion sur le genre dans la pratique de l'aulacodiculture.

La stratégie de production des géniteurs a consisté en l'élaboration d'un plan de mise en accouplement des animaux sans risque de consanguinité. A cet effet, nous avons engagé des démarches en vue d'acquérir 5 nouveaux géniteurs mâles de la ferme de l'Université de Dschang. Soixante quinze (75) géniteurs dont 34 jeunes femelles et 41 jeunes mâles ont été produits à la ferme pilote de Bafoussam et sélectionnés pour la diffusion. Au terme de l'année, la structure du cheptel à la station pilote se présentait comme suit : 17 femelles allaitantes, 5 femelles non gestantes, 3 femelles allaitantes, 11 mâles adultes, 4 femelles non sevrées, 6 mâles non sevrés, 23 mâles subadultes, 10 femelles subadultes, 38 mâles castrés, soit un total de 117 sujets.

Pour appuyer et suivre les éleveurs, nous avons élaboré avec eux une planification conjointe tenant compte du calendrier agricole dans les différentes localités. Quarante huit (48) fermes ont été ainsi visitées. Elles détiennent un cheptel de 849 aulacodes. Vingt sept (27) éleveurs ont pu générer des revenus de l'ordre de Fcfa 2 250 000 grâce aux formations dispensées à d'autres paysans, à la vente des géniteurs ou de sujets réformés.

Les sessions de formation organisées ont permis de renforcer les capacités de 16 personnes dont 4 femmes en techniques d'élevage des aulacodes. Parmi elles, on distingue 2 volontaires du Corps de la Paix Américain et un stagiaire du Centre National de Formation Zootechnique et Vétérinaire de Foumban. Un accent particulier a été mis sur l'importance de la complémentarité homme/femme dans l'élevage des aulacodes au cours de ces formations.

Quant aux nouveaux éleveurs, 52 ont été installés dont 6 par le CIPCRE et 46 par 27 anciens éleveurs. Cette installation a permis d'augmenter



Les participant(e)s à l'une des sessions de formation en aulacodiculture en Novembre 2007

de 208 sujets le cheptel déjà vulgarisé en milieu réel. Pour identifier les raisons de la faible participation des femmes aux séances de formation et élaborer des stratégies pour les intéresser à la pratique de l'élevage des aulacodes, nous avons mené une étude. Il en ressort que la femme, du fait de ses multiples occupations, ne dispose pas de temps pour participer aux formations même si elle y est intéressée. Pour des raisons culturelles, le petit élevage dans la province de l'Ouest est détenu par les hommes. Dans les familles rencontrées, seuls les garçons sont impliqués dans l'élevage des aulacodes dès le bas âge. En plus de ces raisons, l'effort physique que nécessitent certaines activités en aulacodiculture sont autant de pesanteurs qui limitent la participation des femmes à cette activité. Au regard de ces pesanteurs, une des stratégies pour intéresser les femmes à l'élevage des aulacodes est de renforcer le module de formation sur l'approche genre lors des sessions de formation en aulacodiculture.

Lutte contre le déboisement

Les appuis aux initiatives de lutte contre le déboisement se sont articulés autour de la vulgarisation des techniques de production de plants d'arbres, des appuis aux initiatives de reboisement et de la promotion des techniques améliorées d'apiculture.

Les techniques de production des plants d'arbres ont été vulgarisées à travers un atelier de perfectionnement dans la localité de Bati, Bahouan et Bamendjing. Cet atelier a permis à 16 pépiniéristes dont 4 femmes de renforcer leurs capacités en techniques de germination de certaines espèces forestières et espèces à épices, de gestion des plants reconduits, de récolte des semences et d'évaluation du taux de germination.

Un voyage d'échange organisé au bénéfice des pépiniéristes de 8 villages, notamment Bamekombo, Bamendjing, Bangang, Bansa, Bati, Bamougoum, Bandjoun et Bahouan a également

été utilisé comme stratégie de vulgarisation. Il a permis aux pépiniéristes de partager leurs expériences dans les domaines du compostage, de la domestication des arbres, de la construction des germoirs et de la conduite des activités annexes aux pépinières.

Les visites de suivi ont été utilisées à Bahouan, Bati et Bamendjing comme des occasions pour appuyer les pépiniéristes en petits matériels dont des sachets plastiques et des semences d'espèces forestières. Ces appuis, couplés aux conseils prodigués ont permis aux pépiniéristes de produire 10 250 plants d'arbres de Podocarpus, d'Eucalyptus, de Djansang et de Calliandra. Les plants produits ont été apportés en appui aux communautés villageoises et aux établissements scolaires accompagnés par l'UPEC.

Dans le Nord-Ouest, nous avons organisé une session de formation en techniques de multiplication végétative au profit de deux nouvelles communautés de Mbororo et de Fundong. Axée sur les techniques de production des plants d'arbres, l'organisation du travail de groupe en pépinière et le transport des plants, elle a permis de renforcer les capacités de 42 personnes dont 25 femmes. L'intérêt des éleveurs Mbororos et de leurs femmes pour cette formation s'explique par le fait que cette communauté qui se sédentarise de plus en plus, exerce une forte pression sur les pâturages et éprouve le besoin de maîtriser les techniques de production et de plantation d'arbres. Leurs femmes sont concernées au plus haut point dans la mesure



Installation d'une haie vive à base de Calliandra dans une exploitation du groupe IDAAS dans le Nord-Ouest

où les hommes sont en perpétuel déplacement avec leurs troupeaux.

Les appuis apportés aux différents groupes de pépiniéristes Arifacig, Tudig, Mbuondoboh, Gonefun, Teze, Dzen et Ngondzen étaient constitués de 5 rouleaux de plastique, de 2 kilogrammes de semences d'espèces agroforestières (Cordia et Gmelina) et de tôles. Au total, plus de 25 pépiniéristes bénéficiaires ont produit 18 820 plants d'arbres et démarré la production de 2500 autres plants

d'arbres fruitiers locaux et des espèces agroforestières. A la pépinière de Teze, les membres du comité local de gestion ont proposé que l'objectif premier de la production des plants pour le reboisement du point de captage d'eau potable soit revu pour prendre en compte la production des plants d'espèces à haut potentiel économique comme le palmier à huile.

Un appui financier a été aussi apporté au comité de gestion de la forêt communautaire de Mbuandoboh. Cette bouffée d'oxygène lui a permis de produire des plants selon les besoins des pépiniéristes et la demande du marché. Ainsi, on peut noter une commande de 300 plants de palmiers à huile passée entre le groupe Gonefun et un planteur de la province du Sud-Ouest pour un coût total de 150.000Fcfca et une commande de 15.000 plants agroforestiers de PAFRA au groupe ARIFACIC pour un montant de Fcfca 950 000.

Initiatives de reboisement

Trois activités ont été organisées dans le cadre de l'appui aux initiatives de reboisement : une séance de sensibilisation, des appuis à la plantation des arbres et deux ateliers de formation.

La séance de sensibilisation sur le reboisement à Bandrefam a mobilisé 26 personnes dont 10 notables de cette localité qui ont, à l'issue des échanges, exprimé le besoin d'un appui en plants pour la création de 7 parcelles d'Eucalyptus, 4 parcelles de Podocarpus et la plantation des arbres fruitiers locaux et d'espèces à vertu médicinale telles que le Pygeum et le Voacanga.

Les appuis apportés à différentes communautés ont permis de planter au total de 5950 arbres dont 4250 Podocarpus et Djansang à Bati dans leur forêt sacrée, 500 calliandra à Bamendjing pour la création d'une parcelle de démonstration de la fer-

Quant aux formations, la première a eu lieu à Bayangam et a porté sur la lutte contre les feux de brousse. Trente sept (37) personnes dont 12 femmes y ont participé et ont amélioré leurs connaissances sur les différents types de feux de brousse, leurs causes, leurs conséquences sur l'environnement et les stratégies de lutte à mettre en œuvre. La deuxième formation axée sur les techniques d'intégration et de gestion des arbres dans les systèmes d'exploitation agricole a été organisée à Batoufam. Elle a permis à 16 participants dont 3 femmes d'échanger et de renforcer leurs connaissances sur l'importance de la plantation des arbres dans les systèmes agricoles, sur le choix des arbres à planter, les différents modes d'intégration des arbres dans les systèmes d'exploitation agricoles et la gestion et l'entretien des arbres plantés.

Dans le Nord-Ouest, nous avons apporté un appui à la plantation des arbres dans la localité de Mbuandoboh. Au total, 820 arbres constitués de Cordia, Erythrina et Prunus ont été plantés. Trois autres campagnes de plantation d'arbres organisées dans les localités de Teze, de Ngondzen et de Dzeng ont permis de planter 2 250 arbres. Les espèces d'arbres plantés dans les 4 sites comprennent le manguier, l'avocatier, le safoutier, Prunus africana et Erythrina.

Deux ateliers de formation ont été organisés dans la localité de Teze. Elles ont permis de renforcer les capacités de 25 personnes dont 3 femmes dans les domaines du fonctionnement d'un comité local de gestion de l'eau, de la gestion intégrée des points d'eau et de la gestion des feux de brousse.

Techniques améliorées d'apiculture

Quatre (4) activités ont concouru à la promotion des techniques améliorées d'apiculture : le suivi-évaluation du projet d'apiculture du GIC CAELO à Batié, l'atelier de suivi et de planification à Bamendjo et le suivi des activités du GIC EC à Bamekoumbo. Le suivi-évaluation des activités d'apiculture du GIC CAELO a permis de relever que ce GIC dispose actuellement de 17 ruches dont 12 habitées. L'atelier de suivi et de planification réalisé à Bamendjo a permis de constater que les apiculteurs de cette localité ont créé une association des apiculteurs, construit et installé plus de 20 nouvelles ruches kenyannes, produit et planté du Calliandra dans les ruchers. Actuellement, plus de 25 000 plants de Calliandra sont en germe dans 25 pépinières. Les structures mises en place permettent à ces derniers de produire en moyenne 1 500 litres de miel par an pour un revenu minimum de 3 000 000 francs. Le suivi des activités du GIC EC de Bamekoumbo a permis de mieux connaître ce groupe qui compte 9 membres dont 2 femmes et



Une phase pratique de formation sur les techniques d'intégration et de gestion des arbres dans les systèmes d'exploitation agricole à Batoufam
tilisation organique et de la lutte anti-érosive, 1000 Podocarpus et Eucalyptus par le GIC ADB et 200 Cyprès et Pinus à la Sous-préfecture de Bangangté.



Suivi du rucher du GIC CAELO à Batié

dispose de trois ruchers pour un total de 28 ruches dont 9 ruches kenyannes et 19 ruches traditionnelles pour une production moyenne de 80 litres de miel par an.

Dans le Nord-Ouest, une session de formation a été organisée et des appuis matériels ont été apportés aux apiculteurs formés. La session de formation a permis de renforcer les capacités de 14 apiculteurs et de 9 apicultrices, soit un total de 23 personnes de l'union paysanne Boh de Bali et du groupe IDASS de Mantum. Les thèmes traités ont porté respectivement sur les techniques de construction des ruches et sur les techniques de récolte du miel et des autres produits de la ruche. A la suite de la formation, un appui constitué de 14 ruches modernes dont 8 en planches et 6 en bambous raphia a été apporté aux groupes bénéficiaires pour le démarrage du projet. Chacune de ces ruches a une capacité de 80 litres.

Fertilisation organique des sols

La vulgarisation des techniques de fertilisation organique des sols a été réalisée à travers une séance de sensibilisation, une évaluation de 2 projets agricoles, des appuis techniques, financiers et matériels consentis à 7 projets agricoles et une visite d'échange.

La séance de sensibilisation organisée au profit du GIC ELAF a permis de comprendre que l'usage des engrais chimiques est très répandu à Foubot mais que les utilisateurs ne sont pas toujours informés des inconvénients liés à leur utilisation. L'occasion nous a été ainsi donnée d'échanger avec les 20 membres de ce GIC dont 7 femmes sur des alternatives aux engrais de synthèse qui conservent les sols et l'environnement à l'instar des fientes de poule dans le cadre de leur projet de culture de maïs.

Nous avons procédé à l'évaluation de deux projets agricoles : celle du projet de production de semences de maïs de l'union Madzong Kwanno de Bangang a montré que ses membres sont globalement satisfaits de leur production qui était d'environ 7,5 tonnes d'oignon, soit une moyenne de 112 kg par personne et par parcelle de 200 m². Sur le plan économique, ceux des paysans qui ont vendu leurs produits ont pu réaliser des bénéfices moyens de 21 000 FCFA par personne en plus des semences prélevées sur leur production. L'évaluation du projet de production de semences améliorées de maïs de l'union Madzong Kwanno a montré qu'environ 5 tonnes de semences ont été produites. 1.6 tonnes ont été distribuées aux 118 membres dont 65% de femmes. 1.9 tonnes ont été vendues pour une recette de 950 000 FCFA.

Les 4 nouveaux projets de production des produits vivriers accompagnés comprenaient un projet de production de bananier plantain, un projet de production de maïs de consommation et un projet de production d'oignon. Le premier a bénéficié des appuis techniques en multiplication des rejets par la méthode PFI (Plants Issus de Fragments) et des appuis matériels constitués de fientes de poule, de compost, de bâches, de sachets plastiques et l'explants. Ces appuis ont permis à 5 pépiniéristes de l'UMK de lancer la production de 4 000 rejets de bananier plantain. Des appuis constitués de fientes de poule et de semences améliorées de maïs ont été apportés au 20 bénéficiaires du deuxième projet, le projet de production du maïs de consommation du GIC ELAF de Foubot. Grâce à cet apport, 5 hectares de maïs ont été mis en place pour une production estimées à 15 tonnes. Quant au troisième projet qui a porté sur la produc-



Séance de formation de l'Union Mandzong Kwanno de Galim en techniques de sevrage des plants de bananiers plantains

tion et la commercialisation des oignons par 13 GIC de l'arrondissement de Batcham, il a bénéficié d'un premier appui qui lui a permis de produire environ 5,5 tonnes de semences issues de la multi-

plication générative et de la multiplication végétative. Grâce au deuxième appui, 16,5 tonnes d'oignons ont été produits par les GIC. Afin d'aider ces groupes à vendre leurs produits, une mini-foire a été organisée et a permis de mobiliser plus de 400 personnes dont des autorités administratives, politiques et religieuses de l'Arrondissement, les principaux acteurs de la filière oignon que sont les grossistes, les revendeurs, les transporteurs du Département des Bamoutos et les encadreurs du monde rural (AVZ et ONG). Quant au projet de production de macabo du GIC " Femme Baisse-toi " de Bandja, nous avons organisé à son profit une session de formation, lui avons accordé des appuis en intrants agricoles et notamment du compost et rendu des visites de suivi. La session de formation a permis à 15 femmes de ce GIC de renforcer leurs capacités sur la fertilisation des sols à base du compost. Les visites de suivi ont montré que les appuis apportés pour la production de 6 tonnes de macabo ont entraîné une émulation au sein des autres groupes d'initiatives communes de cet Arrondissement qui ont mis sur pied d'une union paysanne constituée de 7 groupes d'initiatives communes, l'" Union des Femmes Paysannes de l'Arrondissement de Bandja ".

Les deux projets d'élevage conventionnel accompagnés ont porté respectivement sur l'élevage de porcs et de lapins. Ces deux projets ont été initiés par nos partenaires à la base dans le double objectif d'améliorer leurs revenus et de recycler les déjections animales pour la culture des produits maraîchers. Au projet d'élevage de porcs du GIC PRONAPM de Balensing, un appui constitué de 24 géniteurs de race améliorée, d'aliments de démarrage et de produits vétérinaires a été apporté qui a bénéficié à 39 personnes dont 19 femmes. Les visites de suivi ont permis de relever que la

pui apporté aux bénéficiaires a consisté à reformuler le projet avec eux, à élaborer une planification des activités et à organiser une session de formation sur l'élevage des lapins pour 20 membres dont 9 femmes de l'union Kuichou Pouaweng de Bahouan.

La visite d'échanges organisée à Bangang a offert un cadre d'échange aux membres du GIC PRONAPM de Balessing et du GIC AGROFOBA. Grâce à elle, 14 membres dont 7 femmes du GIC PRONAPM ont renforcé leurs connaissances sur la pratique des cultures en couloirs, découvert un jardin de plantes médicinales, une pépinière agro forestière, un site de domestication des arbres fruitiers et un rucher. Les visiteurs ont pu observer et comprendre que l'espèce calliandra, lorsqu'elle est bien gérée ne gêne pas les cultures, mais améliore la fertilité des sols et permet d'augmenter la productivité des cultures vivrières.

Dans le Nord-Ouest, des appuis ont été apportés aux unions Mifu et Kekufag respectivement dans la réalisation de leur projet de production des semences améliorées d'ignames et des produits maraîchers. Au total, 55 personnes dont 28 femmes ont bénéficié de ces deux projets. A l'union MIFU, les appuis apportés ont permis aux 26 bénéficiaires de produire 63 seaux de semences améliorées d'ignames jaunes, soit environ 1140 kilogrammes de semences qui ont été distribués aux bénéficiaires pour être multipliés à grande échelle. Les appuis apportés à l'union KEKUFAG ont été faits dans le cadre de la promotion de " Night paddock manuring farming system ". Ces appuis étaient constitués des semences de piment et de morelle noire, de produits phytosanitaires, de pulvérisateurs et d'un apport financier pour la location des bœufs. L'appui pour la location des bœufs se justifie par le fait qu'en raison de la demande sans cesse croissante des bœufs pour la fertilisation des sols, conséquence directe de l'adoption de la pratique du parcage nocturne des bœufs par de nombreux maraîchers de Babanki, les éleveurs Mbororos ont revu à la hausse les prix de la location des troupeaux. Grâce à nos appuis, 29 personnes dont 8 femmes représentant 6 groupes d'initiatives communes de l'union KEKUFAG ont mis en place environ 2 hectares de cultures maraîchères. Environ 10 tonnes de feuilles de morelle noire ont été produites et ont généré des recettes d'environ 800 000 FCFA.

Nous avons amené les populations de Babanki à prendre conscience des risques que présente l'utilisation abusive des pesticides sur leur santé et leur environnement en organisant une séance de sensibilisation au profit de 57 personnes dont 25 femmes sur les techniques de manipulation des pesticides de d'épandage des engrais. Les bénéficiaires ont été également éclairés sur les mesures à prendre un cas d'intoxication, sur les principaux ravageurs des cultures communément rencontrés



Pratique du Night Paddock manuring farming system par un paysan de Wum dans le Nord-Ouest

phase de croissance des géniteurs se déroule normalement. Quant au projet d'élevage de lapin, l'ap-

dans la région et sur les nouveaux engrais biologiques disponibles sur le marché tels que Kadostin



Appui en plants de Calliandra au GIC ELAF de Foubot

et Amino. Cette séance de sensibilisation a été aussi ponctuée d'exercices pratiques à l'effet de renforcer les capacités des participants en techniques d'épandage des engrais, d'application des pesticides et de manipulation du pulvérisateur. Cinquante (50) fiches de sensibilisation sur les méfaits liés à l'utilisation des pesticides ont été distribuées aux participants.

Techniques de lutte anti-érosive

Nous avons vulgarisé les techniques de lutte contre l'érosion à travers une session de formation organisées au profit du GIC ELAF de Foubot, un suivi de la formation faite à Balessing et des appuis apportés dans les deux localités. Nous avons en outre rédigé le draft d'une fiche technique sur la lutte anti-érosive. A la fin de l'année, 59 personnes dont 26 femmes ont été touchées par les activités réalisées. Les visites de suivi ont permis aux bénéficiaires impliqués d'accroître leurs connaissances sur les méthodes de gestion des légumineuses dans leurs parcelles de cultures en couloirs. A la demande de ces partenaires, 6 000 plants de Calliandra ont été mis à leur disposition pour créer deux parcelles de démonstration de lutte contre l'érosion à Balessing et à Foubot.

Dans le Nord-Ouest, nous avons organisé une séance de sensibilisation au profit de 19 personnes dont 15 femmes et apporté des appuis techniques et matériels aux membres du groupe IDAAS de Mantum et de Bali. A la suite de cette sensibilisation, les membres du groupe IDAAS ont mis sur pied une pépinière d'espèces agro forestières. Pour les accompagner dans la mise en œuvre de cette initiative, des appuis constitués de semences de calliandra et de sachets en polyéthylène leur ont été apportés.

Gestion du cadre de vie

Au Cameroun, nous avons apporté des appuis financiers contractuels et techniques aux GIC des composteurs et les avons accompagnés dans deux ateliers d'auto évaluation.

Nos appuis ont permis aux 4 GIC de composteurs de la ville de Bafoussam d'entretenir et de renouveler le petit matériel de travail ; de réaliser des séances de sensibilisation porte à porte dans de nouveaux quartiers ; de vulgariser le compost à travers des visites de prospection de vente du compost dans les localités de Yagoud à Bafoussam, de Bandja dans le département du Haut-Nkam, de Kouoptamo et de Koupankania dans le département du Noun ; de créer trois parcelles de démonstration de l'utilisation du compost ; d'organiser 6 sessions de formation en techniques de compostage des ordures ménagères et une causerie éducative. Des micro projets agricoles de production du maïs, du chou, de la morelle noire, d'oignon, de pommes de terre ont été conduits et ont permis aux GIC de générer des bénéfices de l'ordre de Fcfa 500 000, soit en moyenne Fcfa 125 000 par groupe. Les sensibilisations réalisées ont permis de toucher près de 1 900 personnes et donné l'occasion à 118 personnes d'apporter une contribution financière de Fcfa 178 900 aux GIC pour la collecte des ordures ménagères.



Travaux en atelier pendant une séance d'évaluation des GIC de composteurs à Bafoussam

Les deux séances de formation organisées sur le site de compostage du GICCOKO ont permis à 23 ménages et 40 personnes dont 19 femmes de renforcer leurs capacités en compostage des ordures ménagères. Les 4 formations réalisées par le GICCAELO dans quatre familles leur ont donné l'occasion de créer 3 compostières pour leurs 22 membres. Les visites de prospection organisées ont permis au GICCABIO de vendre 2.5 tonnes de compost à Bandja et au GICCOBAS de contacter de nouveaux clients.

Les ateliers d'autoévaluation ont montré que 1794 sacs ont été produits par l'ensemble des 4 GIC. Cette production a été possible grâce à la conquête d'une nouvelle zone de collecte par le GICCOKO. Mille cinq cents quatre vingt et un (1 581) sacs ont été vendus pour un revenu total de Fcfa 1 581 000, soit une moyenne de Fcfa 395 250 par GIC. HYSACAM a apporté un appui considérable aux GIC pour l'enlèvement des refus qui coûtait, avant son arrivée dans la ville, jusqu'à Fcfa 80 000 par an à chaque GIC de Composteurs.

Au Bénin, le projet Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale (PROGEL) a démarré par la mise en place de quelques préalables d'ordre technique, administratif et juridique. La réalisation de quelques activités en direction des partenaires a suivi.

Mobilisation

Etant entendu que la réalisation des principaux objectifs spécifiques de PROGEL relève des Communes à qui la loi confère des compétences en matière d'aménagement du territoire, de gestion de l'environnement et du développement local, nous nous sommes évertués à mobiliser la volonté des élus locaux des communes de la zone d'intervention du projet. Dans ce cadre, il a été organisé : une séance de concertation avec les Maires accompagnés de leurs collaborateurs ; une communication à la session de la Communauté des Communes de l'Ouémé et l'information des conseillers communaux.



Photo d'ensemble lors de la mise en route du Projet PROGEL

Il s'est tenu au siège du CIPCRE-Bénin, une séance de concertation avec les maires sur la mise en route du projet Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale, en abrégé PROGEL. Ont pris part à la séance de concertation : deux (02) maires (Aguégués et Dangbo) ; trois (03) personnes représentant leurs maires empêchés (Akpro-Missérétié, Avrankou et Porto-Novo) ; quatorze (14) responsables des services spécialisés chargés du développement local, des affaires domaniales, de l'environnement et/ou de l'hygiène publique des neuf (9) communes de l'Ouémé ; deux (2) représentants du Préfet des départements de

l'Ouémé et du Plateau et nos cadres. Au terme des communications, des échanges en plénière et des travaux en sous-groupes, les participants ont compris l'esprit du projet et ont convenu des mécanismes de sa mise en œuvre.

Sur recommandation de la séance évoquée ci-dessus, une communication a été faite à la Communauté des Communes de l'Ouémé (CCO) réunie en session ordinaire à l'Hôtel de Ville de Porto-Novo. A ce rendez-vous où six (6) Maires étaient présents en personne, les détails ont été fournis sur le projet PROGEL et ses mécanismes de mise en œuvre. Il a été retenu de requérir la délibération formelle du Conseil de chaque Commune, pour que les engagements (surtout financiers) ne souffrent d'aucun vice. Par transmission d'une note de présentation, par communication directe en session du Conseil Communal et par rencontres individuelles informelles, les conseillers communaux ont été informés de PROGEL et ont délibéré sur l'adhésion de leurs communes respectives.

Des séances d'information ont été tenues pour tout le personnel de la Préfecture de l'Ouémé/Plateau d'une part et des responsables des services déconcentrés de l'Etat d'autre part à l'occasion de la Conférence Administrative Départementale (CAD). L'objectif était de susciter l'adhésion des uns et des autres au projet PROGEL, puisque le concept de Gouvernance Environnementale implique l'Etat, les Communes et la Société civile.

Microprojets

L'identification des microprojets communaux a suivi le processus d'appel à proposition ; d'analyse des propositions des communes, de négociation et d'organisation d'un atelier de restitution et d'échanges sur les microprojets.

Des formulaires ont été conçus et mis à la disposition des 9 mairies de l'Ouémé pour permettre à chacune d'elles de présenter ses microprojets prioritaires à inscrire au projet PROGEL. Après réception des propositions des mairies, il a été organisé de mars à avril des missions d'échanges dans les communes pour d'une part mieux cerner l'esprit et le contenu des activités d'ordre environnemental qu'elles ont proposées au titre du projet PROGEL et d'autre part prendre contact avec les acteurs (communautés de base, groupements professionnels, etc.) concernés par la mise en œuvre desdites activités.

En juin, s'est tenu à notre siège un atelier de restitution et d'échanges sur la planification des microprojets des Communes inscrits dans le cadre du Projet Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale (PROGEL). Ont pris

part à l'atelier : douze (12) responsables des services spécialisés chargés du développement local, des affaires domaniales, de l'environnement et/ou de l'hygiène publique de 7 communes de l'Ouémé à savoir Adjarra, Aguégoués, Akpro-Misséré, Avrankou, Bonou, Porto-Novo et Sèmè-Podji ; quatre (4) représentants des services déconcentrés de l'Etat (DDS/DHAB, CeRPA et DDEPN) ; un représentant du projet PADPPA ; un représentant de la SNV et les acteurs du CIPCRE-Bénin. Au terme des communications, des travaux en sous-groupes et en plénière, les participant(e)s ont pris connaissance des microprojets de l'une et l'autre Communes et ont exploré les possibilités d'échanges ou éventuellement d'actions communes (intercommunalité). Les check-lists des activités constitutives de chaque microprojet ont été passés en revue pour servir de documentation aux services communaux au moment de la planification détaillée de leurs microprojets respectifs.

Planification

Pendant tout le troisième trimestre de l'année, sept (7) communes ont été appuyées pour rendre plus précises leurs idées de microprojets. A travers des visites, des échanges et séances de travail, plusieurs microprojets ont été planifiés. La mise en

œuvre a effectivement démarré pour certains microprojets.

Plan de communication environnementale

Sur la base des résultats de l'analyse de situation réalisée sous l'égide de l'UCOME, les problèmes environnementaux auxquels les communautés sont confrontées ont été mieux appréhendés, de même que les systèmes de communication fonctionnels dans les localités. Les services d'une agence de communication (BECOM, ex-Griffure) ont été sollicités et le plan de communication environnementale a été élaboré et validé par les responsables des services techniques des mairies le 11 octobre. Le plan a prévu trois catégories d'action : Actions médias ; Actions hors médias et les Événementiels et actions terrain. La mise en œuvre a commencé vers la fin de l'année par la réalisation des supports pour les actions médias et la tournée de sensibilisation directe.

Pour les actions médias

Avec l'appui de l'UCOME, un spot TV a été réalisé; une affiche de 40 x 60 a été conçue : destinée à sensibiliser le public sur les trois thématiques prioritaires du PROGEL, elle présente une zone



CIPCRE BENIN, en partenariat avec la Communauté des Communes de l'Ouémé et EED
01 BP 287 P/Novo. Tél : 20 24 72 49 Site web : www.cipcre.org/cipcrebenin

humide assaillie par les habitations (problème d'aménagement) et par les déchets de toutes sortes (problème d'assainissement du milieu). Un enfant, habillé en policier, riposte en disant : STOP...LAISSEZ-NOUS UN MONDE MEILLEUR ; des démarches en vue d'un partenariat dans le cadre de l'émission TV " L'heure verte " ont été menées : des rencontres individuelles ont eu lieu avec la SG et le DG de la Télévision nationale en vue de nouer un partenariat autour de l'émission TV " L'heure verte " .

Tournée de sensibilisation

La sensibilisation directe des différentes cibles du projet étant retenue comme un axe principal de communication, elle a été menée commune par commune en direction d'une part des conseillers communaux/municipaux et d'autre part des Chefs des villages/quartiers, des exploitants des zones humides, notables, responsables d'associations et autres leaders locaux sur les problèmes de gestion des écosystèmes humides et leur prise en compte dans l'élaboration des SDAC. Deux (2) communes, notamment celles de Bonou et des Aguégus ont démarré avec les préliminaires de l'élaboration de leurs SDAC (mise en place des comités de pilotage, lancement des manifestations d'intérêt pour le recrutement de cabinet).

Autres activités

Trois autres activités ont été menées notamment la contribution à l'effectivité des territoires de développement, la participation à d'autres rencontres des communes et la pérennisation des acquis du projet PROTAIGE-Bénin.



L'aménagement de l'espace du jardin Bonou est le fruit de notre partenariat avec les Communes

Le partenariat avec les communes a été aussi marqué par la poursuite de notre contribution

à la conception des projets de territoires du Pays Basse Vallée de l'Ouémé (Aguégus, Dangbo, Adjohoun, Bonou et Sô-Ava) et du Pays Gun (Adjarra, Akpro-Missérété, Avrankou et Porto-Novo). Nous avons régulièrement participé aux Journées Mensuelles pour un Environnement Sain (JMES), notamment dans les Communes d'Adjarra, d'Akpro-Missérété et de Porto-Novo et à diverses réunions impliquant les acteurs intervenant dans les Communes partenaires. Le partenariat avec les artisans s'est poursuivi à travers le Suivi de la boutique centrale des produits artisanaux. La gestion de la boutique est coordonnée par un groupe de quatre (04) artisans qui suivent l'approvisionnement et les ventes des produits.

Bilan

Au bilan des activités préalables, sept (07) mairies sur neuf (09) ont donné leur accord pour collaborer dans le cadre du projet PROGEL, à travers des délibérations des Conseils Communaux. Le partenariat a été matérialisé par la signature des contrats d'objectifs par chaque Maire. Cependant, les deux autres communes bénéficient des prestations du projet pour ce qui concerne les activités transversales comme la communication environnementale.

La finalisation des microprojets a abouti à retenir onze (11) microprojets répartis de la façon suivante : cinq (5) relatifs à l'aménagement de l'espace communal (réalisation et vulgarisation des Schémas Directeurs d'aménagement des Communes) intégrant les zones humides ; cinq (5) concernent l'assainissement et l'hygiène et un (1) les militants écologiques (aménagement d'un jardin botanique). Sur les sept (7) mairies ayant signé des contrats d'objectifs, quatre (4) ont démarré l'exécution de leurs microprojets dont l'achèvement est prévu avant la fin du premier semestre de l'année 2008. Les séances de sensibilisation et d'échanges sur les problèmes de gestion des écosystèmes humides et leur prise en compte dans l'élaboration des SDAC à travers les communes ont permis de toucher 170 élus locaux dont 48 conseillers communaux et 122 chefs de village/quartier et quelques exploitants qui ont été sensibilisés. Les élus connaissent bien les problèmes des sites humides. Certains ont tenté des actions de protection et attendent d'être renforcés. Pour la réalisation du spot TV, les 5 communes ciblées pour la première édition se sont prêtées à l'exercice : 3 Maires en personne (Akpro-Missérété, Bonou et Porto-Novo), et 2 adjoints (Adjarra et Aguégus) ont délivré leurs messages avec forte conviction. La diffusion est prévue au début de l'année 2008, de même que l'impression de l'affiche. ■

PROMOTION DE L'ÉDUCATION ÉCOLOGIQUE ET CITOYENNE

L'école est restée pour nous un partenaire obligé dans la recherche des stratégies pour un environnement sain et une citoyenneté responsable. Le contrat vert dont nous avons poursuivi la mise en œuvre au Cameroun et le plaidoyer pour l'institutionnalisation du Plan d'Aménagement de l'Espace Scolaire (PAMES) que nous avons organisé au Bénin visent ces deux objectifs fondamentaux.

Au Cameroun particulièrement, nous avons promu l'éducation citoyenne et l'éducation relative à l'environnement dans les lycées et collèges en même temps que nous avons identifié notre collaboration avec la Délégation Provinciale des Enseignements Secondaires.

Observatoires de la citoyenneté



Les membres d'observatoire au CETIC de Galim

Dans le but de faire des élèves les premiers acteurs de la lutte contre les fléaux sociaux qui sévissent dans les lycées et collèges en particulier et dans les milieux jeunes en général, 11 observatoires de la citoyenneté ont été créés dans 11 établissements scolaires, notamment : les lycées de Bayangam, de Massangam et de Bamendou, les lycées classiques de Bangangté et de Bafoussam, le lycée bilingue de Baleng, le lycée technique de Mbouda, les CETIC de Bafoussam, Baham et Kékem, et enfin le CES de Baïgom. Dans chaque établissement scolaire, l'observatoire est constitué des délégués démocratiquement choisis par les élèves des différentes classes. Chaque classe y est représentée par trois délégués. Les observatoires ont pour mission de promouvoir l'éthique scolaire et de jouer le rôle de la police verte auprès des élèves, des enseignants, du corps administratif et de tout autre acteur du milieu scolaire. Ils ont aussi pour rôle de dénoncer tout acte et comportement

déviant en vue de susciter une prise de conscience de toute la communauté éducative. Les membres de l'observatoire de chaque établissement se retrouvent une fois par mois dans le cadre de leur assemblée générale pour faire le point sur les activités réalisées.

Causeries éducatives

Trois causeries éducatives ont été organisées au lycée de Bahouan, au lycée classique de Bafang et au lycée de Bayangam respectivement sur " l'hygiène et la salubrité dans les lycées " et sur " l'importance de l'école dans la vie des jeunes et dans la construction d'une citoyenneté active ". Au total, 1800 jeunes ainsi que les acteurs de la communauté éducative ont été sensibilisés dans les trois lycées sur les dangers que présente un environnement sale sur leur santé et les résultats scolaires et sur la nécessité pour eux de garder leur campus propre à travers des gestes responsables et citoyens d'une part et d'amener les jeunes à prendre conscience de l'importance de l'école et de la discipline dans leur vie d'adulte d'autre part.



Le proviseur du Lycée de Bayangam introduisant la causerie éducative dans son établissement

Outils de sensibilisation

Nous avons publié deux numéros d'Ecojeunes, magazine dont 80 % des articles sont

écrits par les jeunes scolaires. Le premier a porté sur la vie associative en milieu scolaire. Il a été tiré en 1 000 exemplaires. Le deuxième, inspiré par ICCO/Kerkinactie, a eu pour thème : La prévention du VIH-SIDA en milieu scolaire et a été exceptionnellement tiré en 2 000 exemplaires.



Nous avons mis à profit notre partenariat avec les lycées et collèges pour diffuser plus de 1 000 exemplaires de la Bande Dessinée intitulée " Jacky et Fanny : **La Jeunesse trahie** " sur le trafic des filles à des fins d'exploitation sexuelle. Près de 1 600 exemplaires des numéros 19 et 20 d'Eco jeunes ont été diffusés dans les établissements scolaires partenaires. Pour faciliter cette diffusion, les animateurs des clubs dans les établissements, la Délégation Provinciale des Enseignements Secondaires de l'Ouest et les autres unités opérationnelles du CIPCRE ont été mis à contribution. Au total, 14 établissements scolaires ont bénéficié de ces outils de sensibilisation.

Education environnementale

Treize (13) établissements scolaires partenaires, soit plus de 10 000 élèves, enseignants et parents réunis, ont bénéficié des séances de sensibilisation sur l'importance des espaces verts dans les institutions scolaires et sur les changements climatiques. Les séances de sensibilisation ont été modérées par les animateurs des clubs CIPCRE-SU et le personnel du CIPCRE sous la supervision des chefs d'établissements. Sur la base de la boîte à image sur le changement climatique, des photos et de la projection des documentaires, nous avons organisé des échanges avec les élèves sur la définition des changements climatiques, leurs causes, leurs manifestations, leurs conséquences aux niveaux mondial et local et sur les moyens efficaces de lutte contre ce phénomène. Un accent par-

ticulier a été mis sur l'importance des espaces verts et le compostage des ordures comme stratégies de lutte contre les changements climatiques.

Nous avons organisé un atelier de formation en diagnostic environnemental et montage des projets en milieu scolaire au Mont Saint Jean de Bafoussam au profit de 24 enseignants dont 5 femmes de 11 établissements scolaires. A la suite de cette session de formation, des actions d'accompagnement ont été menées dans les établissements scolaires et ont permis aux 24 participant(e)s de réaliser avec la participation de la communauté éducative le diagnostic environnemental de leurs établissements avec la participation des élèves, des enseignants et parents d'élèves. Sur la base des problèmes identifiés et des solutions envisagées, ils ont élaboré les plans d'action environnementaux de leurs établissements.

Pour les élèves responsables des clubs verts et des clubs CIPCRE-SU, nous avons organisé une session de formation sur le thème " Dynamique de groupe et techniques d'animation participative ". Elle avait pour objectif de donner aux participant(e)s des outils qui leur permettent de susciter des initiatives au sein de leurs clubs respectifs et de mobiliser les membres autour de la mise en œuvre des projets de création et d'entretien des espaces verts. Au total, 24 responsables dont 12 filles des clubs verts et des clubs CIPCRE-SU de 24 lycées et collèges ont participé à cette session de formation.



Travaux en atelier pendant la formation des Responsables des Clubs CIPCRE-SU

Dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'action environnementaux, nous avons apporté un appui de 25 000 plants d'arbres, en compost, en gazon et en diverses espèces de fleurs à 13 établissements scolaires pour aménager leurs espaces verts. Nous avons aussi apporté un appui matériel

constitué de 4 arrosoirs, 40 cahiers, 80 stylos, 15 T-shirts et 15 casquettes à 4 établissements scolaires catholiques dont deux écoles primaires et deux collèges pour l'organisation d'un concours de la meilleure pépinière. Grâce à ce concours, 1 200 élèves ont acquis des notions élémentaires en production de plants et en gestion des pépinières. Environ 1000 plants de Calliandra et Moringa ont été produits et plantés par ces élèves dans leurs établissements respectifs.

Collaboration

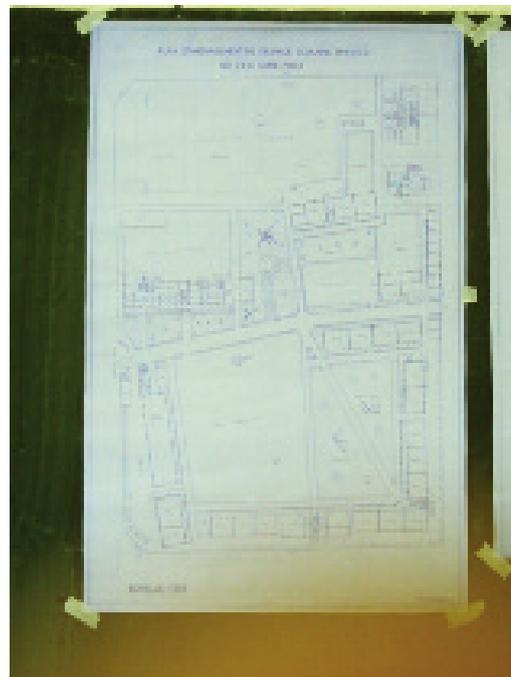
Dans le cadre de la collaboration avec la Délégation Provinciale des Enseignements Secondaires, deux activités ont été réalisées et concernent les visites de suivi des projets réalisés dans les établissements scolaires et la sélection de nouveaux collèges et lycées qui devront bénéficier des activités du CIPCRE pour l'année scolaire prochaine.

Les visites de suivi des projets ont été réalisées conjointement avec la cellule chargée des questions environnementales de la Délégation Provinciale des Enseignements Secondaires avec pour objectifs de permettre aux responsables de la Délégation de se rendre compte de l'effectivité de la mise en œuvre des projets de création d'espaces verts dans les 13 premiers établissements scolaires bénéficiaires des activités du CIPCRE, de mesurer le niveau d'implication de la communauté éducative dans ces projets et d'apprécier l'état d'avancement des activités. A la suite de ces visites et sur la base de la qualité du travail fait sur le terrain et des rapports qui lui ont été régulièrement soumis, le Délégué Provincial nous a adressé une lettre de félicitation et d'encouragement.

Comme le prévoit le " **Contrat Vert** ", la commission conjointe CIPCRE/Délégation Provinciale des Enseignements Secondaires s'est réunie pour sélectionner sur la base des critères communément arrêtés, les nouveaux établissements scolaires qui devront bénéficier des activités du CIPCRE pour le compte de l'année scolaire 2007/2008. Au sortir de cette commission, 10 nouveaux lycées et collèges ont été retenus et comprennent : le Lycée Bilingue de Fouban, le CETIC de Galim, le Lycée Bilingue de Dschang, le Lycée de Fongo Tongo, le Lycée Technique de Bangangté, le Lycée de Bandja, le Lycée de Baham, Collège St Joseph de Banjoun, le Lycée de Toungang II et le COPOBIT. Ces 10 nouveaux établissements portent à 24 le nombre de lycées et collèges qui bénéficieront des activités du CIPCRE au cours de l'année scolaire prochaine.

PAMES

Au Bénin, nous avons mobilisé les acteurs autour du paradigme PAMES, échangé avec les cadres de la Direction de la Décentralisation de l'Education et de la Coopération et donné un appui à l'élaboration du Plan d'Aménagement de l'Espace Scolaire du CEG de Honvié.



Plan d'aménagement de l'espace scolaire du GEG de Honvié

La mobilisation des acteurs s'est concrétisée par : l'information des autorités communales ainsi que certains acteurs de l'école sur l'importance du PAMES ; le contact des personnes ressources du Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire (MEPS) ; le contact de l'Agence Béninoise de l'Environnement (ABE) et l'animation des administrations des collèges (CEG de Honvié dans la Commune d'Adjarra et de Vakon dans la Commune d'Akpro-Missérété) qui ont manifesté leurs besoins relatifs au PAMES.

Des séances d'échange ont eu lieu avec les cadres de la Direction de la Décentralisation de l'Education et de la Coopération. Ces responsables ont approuvé l'idée de PAMES et ont reçu le document descriptif élaboré par le CIPCRE sur l'initiative PAMES, document dont le contenu sera intégré au document de normes en cours d'élaboration au niveau du ministère.

Le processus de la réalisation du Plan d'Aménagement de l'Espace du CEG de Honvié est presque à terme. Déjà quatre séances avec le comité et plusieurs rencontres individuelles avec le Directeur du CEG ont permis d'élaborer le projet de document de PAMES. ■

Nous avons la conviction que sans la fi, l'action sociale est vouée à l'échec. C'est la raison pour laquelle nous avons réalisé des actions visant à concilier les deux termes de ce dytique dans l'objectif de promouvoir une transformation sociale en profondeur. Pour ce faire nous avons mené des actions de renforcement des capacités des leaders religieux et des responsables d'associations, de lobbying et de plaidoyer et enfin d'accompagnement des Comités d'Orientation et de Suivi de la Campagne Semaines Pascales (COS/CSP).

Sous notre impulsion, la Commission Provinciale Justice, Paix et Sauvegarde de la Création (CP/JPSC) a organisé deux Assemblée Générales qui ont permis aux Délégués des 32 Commissions Paroissiales d'aboutir à la mise sur pied d'un mouvement œcuménique de promotion de la dignité humaine et de défense des Droits de l'Homme dénommé Dynamique Chrétienne Justice, Paix et Sauvegarde de la Création, en abrégé Dynamique Chrétienne JPSC.

Tables rondes

Nos appuis à la Coordination Provinciale ont permis d'organiser des tables rondes sur le Nouveau Code de Procédures Pénales au profit des paroisses dans 8 villes de la province, notamment Fouban, Foubot, Bafoussam, Bangangté, Bandjoun, Baham, Bafang et Mbouda. Au total, 374 personnes dont 12 Présidents de Districts et Présidents de Régions Synodales de l'Eglise Evangélique du Cameroun, 41 Pasteurs et 322 paroissiens dont 98 femmes ont amélioré leurs connaissances sur le Nouveau Code de Procédures Pénales.

Lobbying

Grâce à nos appuis, les membres de la Coordination Provinciale ont rencontré 10 responsables des Eglises membres du CEPCA à qui ils ont présenté le mouvement " Dynamique Chrétienne Justice, Paix et Sauvegarde de la Création " ainsi que les Commissions Paroissiales existant dans les Eglises Protestantes. Des personnalités rencontrées, on comptait 7 Présidents de Régions Synodales de l'Eglise Evangélique du Cameroun (EEC), un responsable de Native Baptist Church (NBC), un de l'Eglise Presbytérienne du Cameroun (EPC) et un de Cameroon Baptist Church (CBC) qui ont été tous acquis à la nouvelle dynamique mise en place.

Formation

Nous avons organisé une session de formation sur le thème de l'engagement et du militantisme qui, a permis à 60 membres des 28 Commissions Paroissiales venues de 9 villes de la province de l'Ouest de renforcer leurs capacités. Animée par Monsieur André Yimnga et le Révérend Docteur Kä Mana, elle avait pour objectif d'outiller les principaux responsables des Commissions Paroissiales pour la construction d'un véritable réseau de militants de la justice, de la paix et de la sauvegarde de la création.

Forum des Jeunes



Les participants(e)s au forum des jeunes lors d'une séance de travail en plénière au Lycée Technique de Bafoussam

C'est pour contribuer au combat que mènent les autorités contre l'émigration clandestine et le trafic des jeunes à des fins d'exploitation sexuelle d'une part et pour répondre aux sollicitations des jeunes eux-mêmes et de leurs parents à la suite des projections vidéo organisées au cours de la Campagne Semaines Pascales 2006 d'autre part que le projet d'organiser un Forum des Jeunes a été initié. Organisé en collaboration avec l'Unité de Promotion de l'Education Citoyenne (UPEC), le



Photo d'ensemble des participant(e)s au Forum des Jeunes

Forum des Jeunes s'est tenu en septembre au Lycée Technique de Bafoussam. Il a connu la participation de 70 jeunes dont 29 filles, venus de 7 établissements publics d'enseignement secondaire, 4 collèges privés laïcs, 2 collèges privés confessionnels, de l'Aumônerie Catholique, de 3 associations de jeunes et de 2 centres de formation de la ville de Bafoussam. Avec pour objectif de sensibiliser et mobiliser les jeunes autour du combat contre le trafic des jeunes à des fins d'exploitation sexuelle, le forum a connu plusieurs temps forts dont l'exposé du Révérend Docteur Kä Mana sur l'exploitation sexuelle des jeunes en milieu scolaire et en famille avec comme cas pratique l'utilisation de l'Internet. Partant des questions tests qui ont permis à l'auditoire de comprendre que beaucoup de jeunes consacrent plus de temps à regarder les films, les clips et autres feuilletons qu'à étudier leurs leçons, il a déduit que ces habitudes ont conditionné l'imaginaire de ces jeunes et leur font croire que l'Europe constitue un eldorado. D'où le désir et l'obsession de quitter par tous les moyens le Cameroun pour ces " pays où coulent en abondance du miel et du lait ". D'où aussi le piège que des proxénètes sans foi ni loi tendent aux jeunes. Pour détruire cette conception de l'Europe dans l'imaginaire des participant(e)s, le Révérend Pasteur Kä Mana leur a proposé quatre armes : développer l'esprit critique qui leur permettra de regarder les films, les clips et les feuilletons avec beaucoup de réserve ; donner une éducation solide aux jeunes et particulièrement aux jeunes filles car, les principales victimes de l'exploitation sexuelle sont des jeunes filles analphabètes ; réviser leurs attitudes vis-à-vis de la misère car il existe des pays plus pauvres que le Cameroun mais où l'exploitation sexuelle des jeunes n'a pas pris des proportions aussi inquiétantes ; éduquer à la sexualité dans ses dimensions culturelles et spirituelles et par le dialogue entre parents et enfants. Pour conclure son

propos, l'exposant a lancé un cri d'appel en ces termes : "Levez-vous, mobilisez-vous, engagez-vous et construisez le Cameroun pour qu'advienne une société sans prostitution et sans exploitation sexuelle des enfants ". Ce cri d'appel a été suivi par un jeu de questions/réponses qui a traduit toute l'attention et l'intérêt des jeunes pour le thème traité.

Une étude sur la bande dessinée " Jacky et Fanny-La Jeunesse Trahie " et la projection de deux documentaires sur Les filières africaines de la prostitution en Europe et le Cameroun comme nouvelle escale du tourisme pédophile ont également constitué des moments de prise de conscience du phénomène de la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle dans notre pays.

Dans le cadre du lancement national de la Campagne Semaines Pascales à Kribi, de nombreuses activités ont été organisées, notamment la diffusion du matériel de sensibilisation, le lobbying auprès des autorités, la campagne médiatique, les causeries éducatives, la conférence publique, la soirée de plaidoyer et le Forum des Chefs Traditionnels du Sud.

Matériels de sensibilisation

La Bande Dessinée " Jacky et Fanny : La jeunesse trahie " a été largement diffusée dans 30 lycées et collèges, 8 écoles primaires et 2 centres de formation et ont permis, en lien avec les causeries éducatives organisées par les COS, les enseignants et les animateurs de la CSP, de sensibiliser les jeunes sur le thème relatif à la lutte contre le trafic jeunes à des fins d'exploitation sexuelle. En plus des établissements scolaires, la Bande Dessinée a été également distribuée dans la plupart des hôtels de la ville de Kribi. Dans les établissements scolaires comme dans les hôtels, elle a été accueillie avec beaucoup d'intérêt par les bénéficiaires. De



Travail de groupe lors de la session de formation du COS de Garoua à l'utilisation du Cahier d'Animation

par son contenu et la vraisemblance de l'histoire qu'elle relate, elle a convaincu les bénéficiaires à adhérer à la lutte.

Mobilisation des autorités

Afin d'assurer le plein succès des activités de lancement national de la Campagne Semaines Pascales à Kribi, des visites de présentation de la Campagne ont été rendues aux autorités administratives, religieuses et traditionnelles et aux responsables des mouvements et associations de cette ville. L'équipe d'animation de la campagne conduite par le Révérend Pasteur Jean-Blaise Kenmogne a sollicité et obtenu des audiences auprès de l'Evêque d'Edéa, du Premier Adjoint Préfectoral, du Préfet et du Secrétaire de la Mairie de Kribi et des séances de travail avec le Curé de la Cathédrale de Kribi, le Président du Conseil des Eglises Protestantes de Kribi (CEPKRI), l'Imam Principal de Kribi, le Président Départemental du Syndicat Patronal de l'Industrie de Tourisme et de l'Hôtellerie, les responsables des associations Appui pour la Protection de l'Environnement et le Développement (APED) et Women's Promotion and Assistance association (WOPA). A chaque rencontre, les interlocuteurs étaient gratifiés des exemplaires de la Bande Dessinée, de l'ouvrage intitulé " **Réinventer l'autorité traditionnelle** ", de posters, T-shirts et casquettes pour leur permettre d'approfondir leurs connaissances de la Campagne Semaines Pascales.

Campagne médiatique

Les médias publics et privés, à l'instar de Beach FM, Kribi FM et CRTV-Sud pour les chaînes de radios, Canal 2 et Equinox TV pour les Chaînes de Télévision et Le Messenger pour la Presse écrite ont été mobilisés. Dans chaque organes, des reportages sur les activités et des interviews des organisateurs et des animateurs de la campagne, et notamment les Pasteurs Kä Mana et Jean-Blaise Kenmogne, Mesdames Ekotto et Pochangou et Sa Majesté René Désiré Effa ont été réalisés. Pour compléter l'action des médias, plus de 500 posters et banderoles ont été affichés sur les lieux publics de la ville de Kribi.

Causeries éducatives

Trois (3) causeries éducatives ont été organisées au profit de 300 élèves au Lycée Bilingue, de 400 élèves au Collège Adventiste et de 700 personnes dans la paroisse de l'Eglise Presbytérienne de la ville de Kribi. Compte tenu du caractère touristique de cette ville, toutes ces causeries ont

essentiellement porté sur le trafic des jeunes à des fins d'exploitation sexuelle et donné lieu à la distribution de la Bande Dessinée Fanny et Jacky. Dans les paroisses comme dans les établissements scolaires, la projection de deux documentaires l'un sur les filières africaines de la prostitution en Europe et l'autre sur Cameroun : la nouvelle destination du tourisme pédophile ont servi de base des échanges entre les animateurs et le public. C'est ainsi qu'ont été dévoilés les circuits et les filières de la prostitution au Cameroun et dans le monde. Il a été également montré, images à l'appui, que Kribi constitue le foyer le plus important de ce fléau au Cameroun, pour aboutir à la conclusion qu'il est temps pour les jeunes, de détruire dans leur imaginaire, ces sirènes qui présentent l'Europe comme un eldorado et qui les conduisent très souvent dans les réseaux de prostitution.



Causerie éducative au Collège Adventiste de Kribi

Conférence publique

Une conférence publique a été organisée en plein air au Carrefour Kingué, lieu connu pour être le centre de la prostitution à Kribi, de par sa situation centrale dans la ville. Animée par le Révérend Pasteur Jean-Blaise Kenmogne, cette conférence a connu la participation de 300 personnes dont de nombreuses jeunes filles venues "chercher l'argent" comme à l'accoutumée, des parents, des adolescents et des jeunes des deux sexes. La projection de deux documentaires sur "**Les filières africaines de la prostitution en Europe**" et "**Cameroun : la nouvelle escale du tourisme pédophile**" a servi de catalyseur au conférencier pour sensibiliser le public sur le danger que constituent la prostitution et le trafic des enfants à des fins d'exploitation sexuelle. Face aux images présentées, le public n'a pas manqué d'exprimer son indignation et sa réprobation.

Soirée de plaidoyer

La soirée de plaidoyer a été organisée pour renforcer le travail de lobbying fait auprès des autorités de la ville Kribi. Il était question d'une part de les sensibiliser sur l'exploitation sexuelle des enfants et d'autre part de créer un espace-débat pour leur permettre de mesurer l'ampleur du phénomène dans leur ville et d'ébaucher des pistes de solutions pour le combattre. Au total, près de 250 personnes dont des autorités administratives, les Chefs Traditionnels des provinces du Sud et de l'Ouest, les Responsables Religieux, des Députés et des Directeurs des établissements hôteliers y ont pris part. Comme lors des causeries éducatives et de la conférence publique, la projection des deux documentaires vidéo a permis de mettre ce parterre d'autorités et leaders d'opinion devant les réalités de l'enracinement profond de la prostitution et du trafic des enfants dans la ville balnéaire.

Les échanges sur les documentaires ont été introduits par Mme Lucie Pochangou, Présidente du Comité d'Organisation et de Suivi de la Campagne Semaines Pascales (COS/CSP) de Douala. A sa suite et tour à tour, Sœur Anne-Marie, Religieuse ; Pasteur Isaac Roger Nkwuli, Secrétaire Général du Conseil des Églises Protestantes de Kribi (CEPKRI) ; Imam Oumarou Ismaïla, de la Mosquée Principale de Kribi ; Abbé Siméon Bédiani, Curé de la Cathédrale de Kribi ; Sa Majesté Ndassi Nenkam Jean Faustin, Chef supérieur de Bahouan ; Sa Majesté René-Désiré Effa, Président Général de l'Assemblée des Chefs Traditionnels du Sud ; Mme la Déléguée Départementale de la Promotion de la Femme et de la Famille ; Monseigneur Jean-Bosco Ntep, Evêque d'Edéa et Président du Conseil d'Administration du CIPCRE ; Professeur Kä

Mana et le Préfet du Département de l'Océan ont pointé les nombreuses causes et ramifications d'un fléau qu'ils ont dénoncé d'une même voix. Ils ont résolu de travailler ensemble pour éradiquer cette catastrophe pour la jeunesse et pour la nation, car si la jeunesse se prostitue, c'est toute la nation qui est



La délégation des Chefs Traditionnels de l'Ouest au Forum de Kribi

Forum des Chefs Traditionnels

Placé sous le haut patronage de Monsieur le Préfet du Département de l'Océan, le deuxième forum des chefs traditionnels de la Province du Sud s'est tenu du 3 au 4 avril à Kribi. Emanation de l'expérience positive de celui tenu à Ebolowa en 2006, il a été l'un des moments forts des activités de lancement national de la Campagne Semaines Pascales. Il avait un double objectif : poursuivre le travail de sensibilisation de ces autorités traditionnelles sur le rôle capital qu'elles ont à jouer en tant que gardiens de la tradition africaine dans la lutte contre la prostitution, le trafic des enfants à des fins d'exploitation sexuelle, la perversion de la dot et la déshumanisation des rites de veuvage et offrir à ces autorités traditionnelles un espace de réflexion sur leurs fonctions d'auxiliaires de l'administration dans un contexte de démocratie et de décentralisation. Au total, plus de 155 chefs traditionnels de toute la Province du Sud ainsi qu'une délégation de 3 chefs traditionnels Bamilékés venus de la Province de l'Ouest, de nombreuses autorités administratives et religieuses et des élus locaux ont participé à ce forum.

Dans les allocutions d'ouverture, le Président Départemental de l'Assemblée des Chefs Traditionnels du Sud pour l'Océan, le Délégué des Chefs Traditionnels de l'Ouest, le Président Général de l'Assemblée des Chefs Traditionnels du Sud, le Directeur Général du CIPCRE représentant



Une vue des participant(e)s à la soirée de plaidoyer à l'Eglise Presbytérienne de Kribi



Une vue de participant(e)s au Forum des Chefs Traditionnels à Kribi

des organisateurs nationaux de la CSP, Monseigneur Jean Bosco Ntep, Président du Conseil d'Administration du CIPCRE et Monsieur le Préfet du Département de l'Océan ont reconnu que Kribi est devenu la destination préférée du tourisme pédophile. Soulignant le rôle capital des chefferies traditionnelles contre les trois fléaux énoncés par la Campagne Semaines Pascales, certains ont déploré leur instrumentalisation par les pouvoirs publics. D'autres au contraire, ont encouragé les Chefs Traditionnels à prendre conscience du fait qu'ils constituent, en tant qu'auxiliaires de l'administration, un maillon important de la chaîne de prise de décision dans le pays. Mais pour valoriser au mieux cette position dans le cadre du plaidoyer pour la femme au Cameroun, les chefs traditionnels doivent être solidaires, proactifs et organisés.

Les deux journées suivantes ont été consacrées aux conférences sur les trois thématiques de la Campagne Semaines Pascales. Au total, 4 conférenciers dont le Professeur Kä Mana, Théologien et Philosophe, Charles Ateba Yene, Journaliste et Ecrivain, Professeur Samuel Nten Nlate et Professeur Charlotte Ndomé Ekotto, Présidente Nationale de l'Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (ALVF) se sont succédé au micro pour traiter des thèmes Signification et Symbolique de la dot et du veuvage dans l'Afrique traditionnelle, Chefferie tradi-

tionnelle, Décentralisation et Plaidoyer pour la femme, Valeurs traditionnelles et Education et Rôles et responsabilités des femmes dans le trafic des filles à des fins d'exploitation sexuelle, la perversion de la dot et la déshumanisation des rites de veuvage. Tous les exposés ont débouché sur des débats riches et constructifs. Pour chaque thème, les chefs traditionnels ont, dans les travaux en ateliers et les discussions en plénière, identifié et analysé les contraintes, les opportunités, les approches de solutions et les stratégies d'actions communes qu'ils peuvent mettre en œuvre dans le cadre de l'Assemblée des Chefs Traditionnels de la Province



Une séance de formation des COS dans la salle de Conférence de l'Hôtel INO à Bafoussam

du Sud pour contribuer à la lutte contre les trois fléaux dénoncés par la CSP.

Dans le cadre de l'accompagnement des COS, nous avons renforcé leurs capacités et accordé des appuis à leurs activités de terrain.

Renforcement des capacités

Les 9 et 10 mars, dix-huit délégués des Comité d'Orientation et de Suivi (COS) de la CSP de huit villes du Cameroun (Bafoussam, Yaoundé, Douala, Edéa, Bertoua, Ngaoundéré, Ebolowa et Garoua) se sont retrouvés à Bafoussam pour un séminaire de formation en vue de la Campagne Semaines Pascales 2007. Au cours des travaux, le Conseiller Théologien du CIPCRE, le Professeur Kä Mana a donné un exposé sur la symbolique de la dot et des rites de veuvage dans la société traditionnelle africaine avec pour objectif de montrer l'écart entre la signification originelle de ces pratiques sociales et leur sens actuel. Trois bandes dessinées liées aux thèmes de la Campagne ont ensuite été présentées. Les participants ont bénéficié d'une rapide présentation des documents de fond mis à leur disposition, à savoir des résumés d'études et d'ouvrages sur les thèmes de la campagne, une fiche technique sur l'exploitation sexuelle des enfants accompagnée d'un questionnaire pour évaluer les risques concrets liés à l'environnement spécifique de chaque COS. Deux documentaires vidéo sur les filières de la prostitution africaine en Europe et sur le développement du tourisme pédophile au Cameroun leur ont été également présentés.

Quatre (4) sessions de formation régionales ont été organisées au profit des COS du 13 au 15 septembre à Yaoundé, du 20 au 22 septembre à Edéa, du 28 au 30 septembre à Bamenda et du 25 au 27 octobre à Garoua. Elles avaient pour objectif d'amener les membres des différents COS/CSP à se familiariser à l'utilisation du cahier d'animation et à développer des stratégies pour une plus grande fluidité des échanges d'expériences entre les COS/CSP. En plus des représentants des 11 COS/CSP déjà actifs sur le terrain, d'autres personnes ont été invitées en raison de leur forte implication dans les activités de la Campagne Semaines Pascales ou de leurs capacités à mobiliser les groupes cibles pour l'atteinte des résultats attendus de la campagne. Au total, 86 personnes parmi lesquelles 41 femmes ont bénéficié de ces 4 sessions de formation animées l'équipe technique du CIPCRE et axées autour de 8 modules à savoir la symbolique de la couverture du cahier, les échanges d'expérience en techniques d'animation,



Séance plénière pendant la formation du COS d'Edéa l'élaboration d'une grille d'animation, l'exploitation sexuelle des jeunes, les mythes et idées véhiculées sur la prostitution, la dot, les rites de veuvage et sur les stratégies de renforcement des échanges d'expériences entre les COS/CSP. Afin d'amener les participant(e)s à tirer le maximum de ces différents modules, les travaux en ateliers suivis des restitutions en plénière ont alterné avec les inputs des animateurs.

A la suite des enseignements théoriques, les participant(e)s ont été réparti(e)s en quatre (4) groupes d'animateurs avec pour tâche de préparer et d'animer une micro-session sur l'un ou l'autre thème retenu. Les remarques et suggestions faites par l'auditoire pendant l'exercice a chaque fois permis aux groupes d'apprenants de renforcer davantage leur capacité en techniques d'animation.

Appui

La Campagne Semaines Pascales lancée, les Cos en ont relayé les activités sur le terrain. A Yaoundé comme à Douala, Ebolowa, Bafoussam, Bamenda, Bertoua, Kribi, Mokolo, Maroua et Edéa, ils ont, avec notre appui, touché près de 10 000 personnes dans les établissements scolaires, les paroisses, les associations de jeunes et de femmes, les chefferies traditionnelles, les marchés, la rue, les congrégations religieuses, les comités paroissiaux justice et paix, les associations culturelles, etc. Pour l'écrasante majorité des COS, ils ont fait des animations sur la base du Cahier d'Animation, de la Bande Dessinée et de la projection des documentaires. D'autres ont organisé des sessions de formation, animé des émissions radio, monté des saynètes et donné des conférences sur la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle. Ce faisant, tous se sont préoccupés de l'ancrage contre ce fléau dans leurs localités respectives. ■

PROMOTION DE L'APPROCHE GENRE ET DEVELOPPEMENT

Ce n'est point par mimétisme que nous avons adopté l'approche Genre et Développement. C'est dans le but de promouvoir la justice et l'équité dans les rapports homme/femme que nous avons renforcé les intérêts stratégiques des femmes, appuyé les micro-projets des groupes de femmes partenaires du CIPCRE, suivi et renforcé la prise en compte du genre dans nos activités.

Les intérêts stratégiques des femmes ont été renforcés à travers des actions de sensibilisation, le renforcement des capacités du public femmes bénéficiaires de nos services et des femmes leaders membres des associations et des partis politiques.

Dans le cadre des actions de sensibilisation, 5 000 prospectus, 3 banderoles et 2 pancartes ont été produits. Les prospectus, adressés aux femmes, portaient des messages de sensibilisation sur les écarts de comportement et les dérapages orchestrés par des femmes et qui sont, dans le contexte de Bafoussam renforcés par la foire régionale qui coïncide avec la semaine de la femme. Les banderoles confectionnées qui portaient des messages de sensibilisation liés au thème national de la Journée Internationale de la Femme ont été déployées à trois endroits stratégiques de la ville. Les pancartes quant à elles portaient des messages de sensibilisation sur les mauvaises pratiques de la dot et la déshumanisation des rites de veuvage et ont été utilisées pour la sensibilisation du grand public lors du défilé. Le défilé du 8 mars a aussi constitué une occasion de sensibilisation. Il a mobilisé 30 membres du personnel du CIPCRE et 20 membres des GIC de composteurs. A Bamenda, il a connu, en plus de la participation du personnel, la mobilisation de 140 personnes dont 25 hommes, tous membres des unions paysannes partenaires du CIPCRE.

Causeries éducatives

Deux causeries éducatives ont été organisées. La première sur le thème " Communication comme source de violence en milieu scolaire et professionnel " a eu lieu dans les locaux du CIPCRE pendant la semaine de la femme. Au total, 77 personnes dont 56 femmes constituées en majorité d'élèves des lycées et collèges de la ville de Bafoussam ont participé à cette causerie éducative. La deuxième causerie organisée au profit du Gic PRONAM de Balessing a connu la participation de 25 femmes et notables du village et a porté sur le sujet général du droit de la femme camerounaise vu sous l'angle des différentes lois écrites du pays. De façon plus spécifique, il était question d'échanger avec les participantes sur les aspects relatifs aux droits des veuves et des femmes violées.

Table ronde

Une table ronde et un mini comice des produits agricoles ont été organisés à l'occasion de la



Une vue d'ensemble des participants(e)s à la causerie éducative célébration de la Journée Mondiale de la Femme Rurale. La table ronde qui a connu la participation de plus de 100 femmes avait pour thème : " *Efforts de participation de la femme Bangang au développement communautaire* ". Trois des quatre sous-thèmes retenus ont été animés par trois femmes membres de l'Union Madzong La'azizi et plus précisément responsables des GIC ENTENTE, AGROFOBA et LABORIEUSES sous la supervision du CIPCRE. Le quatrième sous-thème a été traité par le Délégué de la Promotion de la Femme et de la Famille du Département des Bamoutos. Quant au mini-comice qui a réuni plus de 500 personnes, il a été organisé dans la cour de l'école paroissiale de DZONG. L'occasion a été ainsi donnée à près de 80 femmes dont 25 ont été primées d'exposer divers produits vivriers dont l'oignon, les ignames, les pommes de terres, le maïs, etc.

Renforcement des capacités

En vue de renforcer les capacités des femmes bénéficiaires des services du CIPCRE, une évaluation de la prise en compte du genre a été réalisée dans les unions paysannes Madzong Kwanno et Madzong La'azizi avec pour objectif de d'identifier toutes les contraintes susceptibles d'entraver une bonne prise en compte des intérêts des femmes dans deux projets en cours de démarrage. L'analyse des données collectées a montré que dans les deux unions, l'accès aux services offerts par le CIPCRE et aux ressources des unions est régi par le règlement intérieur qui ne présente aucun caractère discriminatoire à l'encontre des femmes ou des hommes. Quant à l'accès à l'informa-

tion, il est facilité dans les deux unions par l'organisation régulière des assemblées générales et des réunions mensuelles.

Dans l'objectif de renforcer les capacités des femmes leaders bénéficiaires de nos actions, nous avons organisé deux sessions de formation dont une sur l'entreprenariat féminin et l'autre sur le droit. La session de formation sur l'entreprenariat qui a eu lieu du 1er au 2 Août dans les locaux du Mont Saint Jean à Bafoussam a connu la participation de 31 leaders dont 26 femmes et a porté sur les thèmes " Genre et entreprenariat féminin " articulé autour de trois modules : concepts fondamentaux du genre, notions de base de l'auto emploi et pré requis nécessaires à la réussite d'une activité génératrice de revenus ; les motivations à la base de la création d'une activité génératrice de revenus, contraintes à l'entreprenariat féminin et démarche de création d'une AGR ; partage d'expériences d'entrepreneur(e)s.

La session de formation sur le droit a eu lieu le 1er septembre au siège du Gic ELAF de Foubot sur le thème " *Les implications juridiques et sociales du statut matrimonial au Cameroun* ". Au total, 33 membres du GIC ELAF dont 7 hommes ont bénéficié de cette formation. Le thème revenu a été traité sous l'éclairage des traditions locales, des traditions musulmanes, du Code Civil et de l'Ordonnance N°81/02/du 29 juin 1981 portant organisation de l'état civil au Cameroun.



Les participantes à la session de formation sur le genre et l'entreprenariat féminin au Mont Saint Jean à Bafoussam

Au Bénin, l'organisation d'une tournée d'échanges sur le Genre dans les mairies partenaires de CIPCRE nous a permis de nous entretenir avec le personnel de tous leurs services techniques impliqués ou non dans le projet PROGEL. Cette initiative nous a permis de toucher 68 personnes dont 22 femmes. Ladite activité s'est déroulée dans quatre communes partenaires, notamment Sèmè-Podji, d'Adjarra, de Bonou et d'Avrankou.

Appui aux microprojets

Pour contribuer à la satisfaction des besoins pratiques des femmes de la zone d'intervention du

CIPCRE, nous avons apporté des appuis matériels à 22 paysans dont 15 femmes de l'association " **Femme Baisse-toi** " de Bandja qui lui ont permis de démarrer un projet de culture de Macabo sur une superficie d'environ un hectare. Des appuis techniques lui ont été également apportés lors des visites de terrain. Les visites de suivi ont permis de noter que 2000 pieds de macabo ont été plantés par les membres et que les plants se développent bien.

Nous avons apporté des appuis au Projet de Formation des Femmes et Filles Musulmanes de Bafoussam pour lui permettre d'assurer la rémunération des formatrices et d'acquérir du petit matériel de couture. Au stade actuel, 44 jeunes filles inscrites suivent régulièrement la formation initialement prévue pour 20 personnes et dont l'objectif est de contribuer à la lutte contre la prostitution infantile et les mariages précoces.

Prise en compte du genre

Au Cameroun nous avons accompagné les différentes cellules et unités opérationnelles pendant les ateliers de planification, les réunions de coordination, les réunions hebdomadaires et à travers des visites de terrain. Dans la définition et l'évaluation des indicateurs de la prise en compte du genre dans leurs activités.

Au Bénin, nous avons organisé une session de recyclage du personnel et des membres de l'Assemblée des Membres sur ce concept genre en relation avec le développement durable. Cette session s'est tenue le 06 septembre dans nos locaux avec le personnel technique (09 agents) et 06 membres de l'Assemblée des Membres dont une femme. Le renforcement des capacités de la Cellule qui a pour but ultime de la documenter à travers l'Internet sur le Genre par rapport aux nouvelles thématiques de PROGEL, a consisté en la collecte des informations intéressantes sur les questions de Genre dans le domaine de l'eau, à partir des œuvres/ productions du secrétariat de Gender and Water Alliance (GWA) : Alliance Genre et Eau ; la lecture des articles de diverses agences, des comptes rendus des colloques internationaux et de divers ouvrages sur Genre et Développement.

Nous avons procédé aux échanges sur le mécanisme de prise en compte du genre. Cette activité a consisté à revoir les stratégies de suivi transversal du genre. A cet effet, a été adoptée et mise à la disposition des entités une fiche de contrôle des activités qui permet de faire un auto-contrôle genre sensible avant toute activité et ceci dès l'élaboration de la fiche technique de l'activité. Nous avons également procédé à l'analyse genre des microprojets de PROGEL en faisant ressortir le problème genre que pose chaque microprojet, comment agir sur les deux genres, quel genre impliquer davantage pour telle tâche ou telle autre pour une meilleure atteinte des résultats attendus. ■

Pour faire savoir ce qu'il fait, le CIPCRE a recouru à diverses formes de communication : en produisant et en diffusant des informations sur ses activités mais aussi en traitant des informations venues d'ailleurs pour les mettre à la disposition de ses partenaires urbains et ruraux, lettrés ou non .

A fin d'informer régulièrement les populations de la ville de Bafoussam et ses environs sur les questions écologiques et de développement durable, nous avons produit 73 émissions dont 48 ont été diffusées sur les ondes de la CRTV Ouest et 25 sur les antennes de la RUT FM. Pour le faire, nous avons réalisé 12 reportages dont 9 sur les activités menées par les unités opérationnelles du CIPCRE et 3 sur d'autres activités de développement. Les sujets couverts ont porté sur les techniques d'intégration des arbres dans les systèmes agricoles, les techniques de lutte contre les feux de brousse, les plantes médicinales, l'aménagement des espaces verts en milieu scolaire, les activités de la Journée Mondiale de la Femme Rurale, la commercialisation du maïs et la gestion des raphiales.

Nous avons également préparé et réalisé une émission publique villageoise à Bangangté sur le thème global de l'apiculture. Le slogan retenu était " Plantons des arbres et récoltons du miel ". Environ 100 personnes dont 32 femmes sur un total de 200 participant(e)s planifié(e)s y ont pris part. De nombreux lots constitués de T-shirts, de dépliants sur les changements climatiques, de brochures sur la jachère améliorée de *Cajanus Cajan*, d'exemplaires d'Ecovox et d'Ecojeunes, de 300 plants de callandria ont été distribués. Neuf cents (900) plants ont été mis spécialement à la disposition du GIC des amis de l'Abeille et de la Nature qui a mené une grande campagne de mobilisation

des populations pour participer à l'émission.

Grâce à nos productions, nous avons noué des partenariats avec d'autres médias à l'instar de la Radio Rurale du CTA en Hollande, le Réseau des Radios Rurales des Pays en Développement (RRDP), la Radio Canada International (RCI) et Destination Santé, une radio française. Ces médias nous envoient périodiquement des éléments audio sur supports CD pour enrichir nos émissions.



Le Centre de Documentation du CIPCRE-Benin se met progressivement en place

Centres de Documentation

Nous avons acquis au Cameroun, 342 journaux, 50 brochures et 8 monographies portant sur des sujets divers. Le CEDO s'est également enrichi de 18 rapports d'étude dont 5 rédigés par des étudiantes sur l'entrepreneuriat féminin et le financement des projets de développement des groupes de femmes. Au Bénin, le centre de documentation a été enrichi de soixante sept (67) nouveaux documents constitués de divers rapports d'activités, de plans de développement des Communes partenaires et de magazines. La grande partie des documents a été acquise à travers la documentation de l'étude des sites humides.



Les Délégués Départementaux de la communication et de l'agriculture du Ndé présents lors de l'émission publique à Bangangté

Dans le cadre de l'animation du CEDO, nous avons organisé une causerie éducative sur le thème " *Elections municipales et législatives 2007 : Quels enjeux pour le Cameroun ?* ". Trente deux (32) personnes dont 12 femmes ont participé à cette causerie éducative. Les médias présents ont collecté des éléments sonores qui leur ont permis d'enrichir leurs émissions sur le sujet. Nous avons aussi produit et diffusé 47 éditions du journal de la documentation, résumé de l'actualité locale et internationale à l'intention du personnel tous les vendredis matins à la réunion hebdomadaire. Ce journal est désormais enregistré au même titre que l'émission " **SOS Environnement** ". Tous les lundis au Bénin, une revue de presse est livrée au personnel pour le situer sur l'actualité écologique au Bénin et dans le monde.

Au Cameroun, nous avons recensé 838 visites dont 98 de femmes. Leurs principaux centres d'intérêt portaient sur les plantes médicinales, l'aulacodiculture, la fertilité des sols, les cultures vivrières, l'écologie, le développement durable et la promotion humaine. L'outil Internet et l'actualisation des catalogues ont énormément facilité l'exploitation de notre documentation par les usagers. Au Bénin, vingt et un (21) personnes en quête d'informations ont visité le centre pour des recherches sur divers thèmes dont l'assainissement, l'eau et la biodiversité.

Promotion

S'agissant de la promotion de nos publications et de nos activités, nous avons diffusé les numéros 36 et 37 du journal *Ecovox* auprès de 600 abonnés à travers le monde. Mille cent dix huit (1 118) ouvrages de la Collection Foi et Action ont été également diffusés. L'outil Internet nous a permis de suivre le dépôt de nos ouvrages au CRA-FOD à Kimpese en RDC. Les dépôts du Centre National d'Evangelisation et de la Librairie des Peuples Noirs à Yaoundé ont également été approvisionnés. Nous avons sélectionné un échantillon de 60 photos illustrant les activités réalisées par l'ensemble des 6 cellules et unités opérationnelles que nous avons légendées et affichées sur le babilard.

Le grand public a été informé de nos activités au Bénin à travers la réalisation et la transmission à la Direction Générale d'un dossier de textes et d'images pour la mise à jour du site Web. Ce dossier comprend : des images sur le lancement du projet PROGEL ; un point sur les activités avec les



Communes ; le document descriptif, la plaquette sur le PAMES et la plaquette du projet PROGEL. Par ailleurs, ces outils ont été diffusés auprès des partenaires à la base et soumis à l'ABE pour appui accompagnement. Dans l'objectif d'identifier et de vulgariser les meilleures pratiques d'exploitation durable des écosystèmes humides, diverses informations ont été collectées auprès des populations pour l'élaboration d'un plan de communication environnementale. Ces éléments ont été amendés et ont servi de base à l'élaboration du plan de communication finalisé par l'Agence de Communication BECOM.

Archivage

Au terme de l'année, nous avons classé dans nos archives 72 CD des émissions " **SOS Environnement** " et 15 CD des émissions des radios partenaires. Nous avons également archivé 6 documentaires vidéo sur les activités du CIPCRE sur l'écologie à l'école, la domestication du petit gibier, la gestion des ordures, l'apiculture, la fertilisation des sols par parcage nocturne des bœufs et la culture de la pomme de terre. Nos archives contiennent aussi un exemplaire des différents numéros d'ECOVOX et d'ECO-Jeunes, des exemplaires de tous les ouvrages de la collection " **Foi et Action** " et de la Bande Dessinée " **Jacky et Fanny : La jeunesse trahie** ". Nous disposons enfin d'une base de données manuelle qui récapitule toutes ces archives. ■

CONTRIBUTION AUX PRODUITS PROPRES DU CIPCRE

Il n'est pas facile pour les organisations non gouvernementales de s'auto-financer. Conscients de cette difficulté, nous avons mis en place des mécanismes susceptibles de nous permettre tout au moins, de relever notre contribution au financement de nos activités à travers la prospection auprès des clients, la vente des produits et services du CIPCRE-Conseil & Services et le développement de nouveaux produits.

A partir d'une base de données que nous avons mise sur pied, nous avons prospecté auprès de plusieurs Eglises, institutions étatiques, institutions internationales et entreprises privées notamment, la Paroisse EPC de Djoungolo, la Paroisse EPC de Messa, l'Eglise Fraternelle Luthérienne d'Elig Essono, le Ministère de l'enseignement supérieur, le Ministère des Postes et Télécommunications, la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, l'Agence Universitaire de la Francophonie, Matrix telecom, Mégahertz, GONAGO, de plusieurs organisations, programmes et Ministères tels que le CARPE, le DED, l'IITA, le PGDRN, le PADDL-Ouest, le PADDL-Centre, le PNDP-Sud, PNDP-Centre, PNDP-Ouest, le Projet PARI, le Programme National Bananier-Plantain, Action Aids Cameroun et le Ministère de la Défense.

Ces prospections nous ont permis d'accroître le nombre de visiteurs du CCS, et d'avoir comme partenaires de la fête de l'Internet 2007 des grosses pointures tels que l'AUF, Matrix telecom, Mégahertz et GONAGO. Le porte feuille de WAGNE s'est vu enrichi de nombreux

clients et usagers (23 140 pour le CRM). Comme autre retombée, le CCS a été invité le 30 mai par le projet PARI à participer à la journée d'échange entre les projets et les organismes d'appui intervenant dans le secteur rural. Une dizaine d'organismes d'appui étaient présents à cette rencontre, venant des différentes provinces du Cameroun.

Le CCS a été désigné par ces organismes pour les représenter au 5^{ème} comité de pilotage du Projet PARI tenu le 6 Juin 2007 à l'Hôtel AZUR à Yaoundé, en présence du Secrétaire Général du MINADER et de nombreuses autres personnalités.

L'intervention du CCS à ce comité de pilotage a permis aux coordonnateurs du projet PARI, du PADDL-Ouest et du Programme Bananier Plantain, du PNDP, de nous écrire formellement pour nous informer que nous



Georges Messe, formateur à Wagne.net, assiste une apprenante

faisons désormais partie des prestataires de services avec qui collaborent leurs différentes structures. Le Ministère de la Défense en a fait de même, en nous délivrant un agrément autorisant le CCS à postuler pour les offres de services de ce ministère pour l'année 2007.

Vente des produits et services

Nous avons contractualisé avec Acednature pour la réalisation de son site internet, ainsi qu'avec GONAGO, Mégahertz et l'Agence Universitaire de la Francophonie pour la mise à leur disposition des stands pour la fête de l'Internet. Nous avons aussi contractualisé avec le cabinet conseils " Mac Kenzi " pour la formation de son personnel sur Powerpoint et Excel. L'Association Camerounaise de Télémedecine a aussi souscrit pour la connexion de sa structure à Internet. Les produits et services traditionnels de WAGNE ont aussi été vendus à savoir, la vente de la connexion Internet aux anciens et nouveaux usagers physiques et anciens usagers personnes morales de l'immeuble des Editions CLE qui abrite WAGNE. Des formations individuelles en bureautique, weblog et webmaster ont également été vendues. Pour réaliser toutes ces contractualisations nous avons entrepris des rencontres de prospection auprès de plusieurs structures et prospecté par Internet en utilisant la liste de contacts de l'ensemble du personnel. La vente des produits et services de WAGNE nous a permis de réaliser un chiffre d'affaires d'environ 10 millions de francs CFA.

Par ailleurs, nous avons négocié auprès d'une dizaine de personnes qui se sont inscrites à la formation sur Microsoft Powerpoint, Excel et Publisher ; auprès de l'association " **Victoire Cameroun** " qui a accepté d'acquiescer un stand à la Fête de l'Internet. Nous avons aussi négocié et obtenu deux accords de financement : le premier du BACC (Bureau d'Appui à la Coopération Canadienne) pour le financement du projet de restructuration et de formation de la société civile à l'animation et à la restructuration du site " **Les chantiers de la société civile**" pour un montant de 7 610 000 FCFA ; le second, du BASC pour un montant de 950 000 FCFA pour la création et l'hébergement de son site Internet.

Le CCS a été retenu par le PNDP pour l'accompagnement de la commune de Batschenga et des communautés de Balong II, d'Otibili-Natchigal et d'Ebang Minala, dans l'actualisation de leurs plans de développement. Les collectivités locales ont été aussi assistées dans le montage de leurs requêtes de financement de microprojets adressées

au PNDP. La prestation de services sollicitée par le PNDP a valu 4,9 millions de Fcfa. A la demande de l'EFLC et de ses partenaires du Nord, le CCS a animé l'atelier d'élaboration et finalisé le plan d'action triennal 2008-2010 de l'Eglise. La consultation a été facturée à 2 millions de Fcfa. L'unité de traduction du CCS a contribué à l'interprétariat pendant la 3ème conférence africaine de la FIEF à Yaoundé le 23 et 24 août 2007. La prestation a rapporté 100 000 Fcfa.

Nouveaux produits

Dans le cadre du développement de nouveaux produits, nous avons monté neuf projets : un projet de formation des maires des 10 provinces du Cameroun en techniques de plaidoyer ; un projet de plaidoyer pour le code de la personne et de la famille au Cameroun, à la demande du Directeur général du CIPCRE ; un projet de formation en gestion de cycle de projet ; un projet de formation en leadership et management ; des formations sur le weblog, sur Power Point, sur l'entretien des ordinateurs, sur la gestion des mails et en web master. Ces dernières formations ont emporté l'adhésion de nombreuses personnes et ont été vendues. Le projet de plaidoyer pour le code de la personne et de la famille au Cameroun a été déposé au Fonds Genre et Développement (GED) de la Coopération Canadienne pour un éventuel financement. Nous recherchons un partenaire pour le financement du projet de formation des maires des 10 provinces du Cameroun en techniques de plaidoyer. Une prospection et un appel à manifestation d'intérêt ont été effectués pour les projets de formation en gestion de cycle de projet et de formation en leadership et management. ■

CONTRIBUTION AU RENFORCEMENT DES CAPACITES DE LA SOCIETE CIVILE

Fidèle à l'une de nos ambitions, nous avons apporté notre contribution au renforcement des capacités de la société civile en facilitant l'accès et l'appropriation des TIC aux populations défavorisées, aux associations, Eglises et ONG et en appuyant les actions des OSC.

La facilitation de l'accès aux TIC s'est opérationnalisée par la sensibilisation, la formation, la création et l'administration des sites Web et des adresses électroniques et l'organisation de la fête annuelle de l'Internet.



Causerie éducative à l'esplanade de l'hôtel de ville animée par Adamou Nacer de l'Association camerounaise de Linus et logiciels libres (AC3L), à l'occasion de la FIC 2007

Sensibilisation

Quatre (4) causeries éducatives sur les TIC ont été menées. La première et la deuxième causerie ont eu lieu le 16 et le 17 mai à l'esplanade de l'Hôtel de Ville de Yaoundé. " *Quelle éthique pour un bon usage de l'Internet ?* " est le thème qui a réuni les élèves et les parents d'élèves autour de Madame le Censeur du Lycée Bilingue d'Essos. A ces occasions, on a enregistré la participation de près de 600 personnes, jeunes et adultes confondus, dont 60% de sexe féminin. La troisième causerie a eu lieu le 19 août à la paroisse EPC de Djoungolo avec la participation d'environ 300 personnes en majorité des femmes. Le thème " *Eglise et Internet* " choisi à cette occasion visait à montrer à travers une démarche basée sur le principe des questions-réponses et témoignages, qu'Internet peut être un support pour l'annonce de l'Évangile. La quatrième causerie sur le thème " *TIC, Bonne gouvernance et développement endogène* " a eu lieu du 28 au 30 novembre, à l'occasion du troisième forum social camerounais. Il était question de montrer aux participant(e)s comment les TIC peuvent accélérer le processus de bonne gouvernance et la lutte contre

la pauvreté dans le contexte africain. Le forum a connu la participation de 30 organisations de la société civile et d'environ 2000 visiteurs dont la présence et la curiosité n'ont pas manqué d'animer notre stand. Nous y avons présenté un logiciel sur le vote électronique, conçu par wagne.net.

En raison de l'importance de la radio comme média de masse, nous avons enregistré le 12 janvier sur les ondes de la Radio Tchieméni Siantou (RTS) à Yaoundé une émission sur " *l'enjeu des TIC pour les pays en voie de développement* ". Nous avons aussi enregistré une deuxième émission diffusée sur la radio internationale Africa n°1 qui nous a demandé de réagir sur le traitement de l'information que nous diffusons sur nos sites Internet, le taux de pénétration de l'Internet au Cameroun et les difficultés d'accès à l'Internet pour les populations des zones rurales.

Formations

Neuf sessions de formation en bureautique ont été réalisées au bénéfice de 169 personnes dont 105 femmes. Un séminaire de formation de 5 jours a été organisé du 21 au 26 février, sur l'initiation à l'informatique. Les participants/tes à cette session étaient constitués/es de 29 jeunes dont 19 filles, venant tous du GBEEC (Groupe Biblique des Elèves et Etudiants du Cameroun) et des universités de Yaoundé I et II. Un séminaire de formation sur le Webblog a aussi été réalisé le mercredi 31 janvier. Y ont pris part 22 participants/tes (12 femmes) provenant d'horizons divers (Eglises, associations, structure étatiques). A la fin de la formation, chaque participant/te a pu créer son propre blog. Pendant les mois de mars et d'avril, trois séminaires de formation ont été réalisés respectivement sur les logiciels Power Point, Excel et Publisher. Ces séminaires ont réuni 32 participants/tes (dont 17 femmes) venant des organisations de la société civile et des entreprises privées. Au courant des mois d'avril et de mai, 69 étudiants pasteurs de l'Université Protestante d'Afrique Centrale dont 20 femmes ont également suivi des séances de formation et de travaux pratiques sur Internet.

Quatre sessions de formation à l'administration des sites Internet ont été organisées. Les

deux premières ont eu lieu respectivement du 25 au 26 janvier à l'intention du personnel de " **Global Water Partnership Cameroon (GWP-Cameroon)** ", et du 10 au 11 avril pour le personnel de Forum Cameroun. Huit personnes dont 3 femmes ont participé à ces formations qui font suite à la création par WAGNE des sites Internet de ces deux organisations. Les troisième et quatrième sessions ont été organisées à l'intention de 60 personnes dont 20 femmes et de 20 réseaux de la société civile camerounaise pour l'administration du site Internet www.societecivile-cm.org, du 20 au 22 octobre et du 12 au 13 novembre. Les formations à l'administration et à l'utilisation des sites Internet devront permettre aux apprenants d'assurer par eux-mêmes l'administration et la mise à jour de leur site Internet. A la demande de l'organisation IMCS, une formation professionnelle en web master, d'une durée de trois mois (juin-septembre), a eu lieu au profit d'un jeune diplômé sans emploi.

Pendant la période de juillet à août, la formation baptisée " **Informatique vacances** " a également été organisée au bénéfice de 72 jeunes scolaires dont 30 filles sur l'utilisation de l'outil informatique avec un accent particulier sur l'utilisation d'Internet et les stratégies pour en éviter les pièges. Les participants à cette formation ont été recrutés suite aux annonces passées dans les Eglises, écoles et autres lieux populaires.

Nouveaux sites Internet

Wagne.net a conçu, produit et hébergé six nouveaux sites Internet au bénéfice de GBEEC, de Aced Nature, de Forum Cameroun, du Bureau des activités Sociales et Caritatives (BASC) de la Conférence Nationale Episcopale, du réseau CMC

et partenaires au Cameroun. Le site Internet de la société civile camerounaise a été refondu afin d'en faire un véritable site d'échange et d'expression du dynamisme de cette catégorie d'acteurs.

Administration de sites

Un point d'honneur a été mis sur l'appui à l'administration et la mise en ligne des sites Internet du CIPCIRE (www.cipcre.org, www.cipcre.org/ecovox, www.wagne.net, www.wagne.net/csp, www.wagne.net/fic), de même que ceux de certains clients actuels de wagne.net (Forum Cameroun, Global Water Partnership, le Conseil Supérieur Islamique du Cameroun (CSIC), Association de Médecine à Domicile (AMD), Association des Artisans du Nord-Ouest (NOWECA), Projet DSRP-Jeunesse...). Des mises à jour régulières se font au cours des séances de travail que nous organisons au sein de ces organisations, ce qui devrait contribuer à rendre plus visibles leurs actions sur la toile par une plus grande fréquentation de ces sites. Un nouveau nom de domaine a été affecté au site de la fête de l'Internet au Cameroun.

Adresses e-mail

Nous avons créé en tout 250 adresses email au cours de cette année. Elles sont de deux types : les adresses professionnelles, au nombre de 35, pour les partenaires dont les sites ont été créés par nous, et les adresses gratuites pour les usagers du CRM.

Fête de l'Internet

La Fête de l'Internet bien qu'initiée et por-



Visite de stand de l'Association pour la promotion des TIC (APROTIC) par les autorités administratives, lors de la FIC 2007

tée au Cameroun par nous, est coordonnée par une vingtaine d'organisations de la société civile baptisées " **Comité de coordination** ". Pour la préparation de la FIC, ce comité a tenu douze réunions d'organisation et de supervision qui ont permis à l'ensemble de ses membres de choisir le thème de la célébration, de décider des différentes activités à réaliser pendant la fête, de constituer des commissions pour la préparation et la mise en œuvre de ces activités et d'identifier les stratégies à adopter pour la réussite de l'événement.

A la suite des réunions de coordination, un point de presse a été organisé le 6 mars au Centre de Ressources Multimédia du CCS. Une vingtaine d'organes de presse, de radio et de télévision aussi bien publics que privés y étaient présents. Le second point de presse a été remplacé par l'enregistrement de 4 émissions radio et télévision. Dans le cadre de ces enregistrements, le Directeur général du CIPCRE est passé en direct à l'émission " Bonjour " de la chaîne de télévision publique CRTV le 16 mai 2007 entre 7h30mn et 8h. Six membres du comité répartis en 3 groupes sont intervenus en direct aux émissions radio " **CRTV m'accompagne** " à 8h30mn, et " **RTS** " le 14 mai, et à " **Morning Safari** " de la CRTV radio le 15 mai à 9h 30mn. Nous avons aussi produit un journal de 8 pages pour cet événement.

Nous avons négocié et obtenu le parrainage du Ministère des Postes et télécommunications (MINPOSTEL) pour l'organisation de cette fête et obtenu gracieusement du délégué du gouvernement l'esplanade arrière de l'hôtel de ville de Yaoundé comme site principal ainsi que la salle du cercle municipal où s'est tenue la cérémonie d'ouverture.

Pendant les trois jours de la fête, 17 organisations, entreprises et institutions ont été mobilisées autour du thème central: " *Internet, pour un accès de tous à un service de qualité* ". Toutes ces structures font dans la promotion des TIC en général et de l'Internet en particulier. Parmi elles, on peut citer en dehors de Wagne et des membres du comité de coordination, des structures comme Gonago, Mégahertz, Matrix télécom, l'Institut Universitaire Fotso Victor de Bandjoun, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)... La stratégie adoptée a été la production d'un dossier de participation que nous avons distribué aux principaux acteurs des TIC au Cameroun, ainsi que la présentation du concept et des objectifs de la FIC à ces acteurs. Du 15 au 17 mai, de nombreuses activités ont été organisées, notamment le surf gratuit, la création des e-mails aux visiteurs, l'organisation des jeux concours (sur le thème raconte ta famille, ton quartier, ton village sur Internet) avec la parti-

icipation de 100 élèves des établissements primaires et secondaires de la ville de Yaoundé avec remise des prix aux lauréats, l'organisation de 14 sessions de formations et conférences sur plusieurs thèmes : *Avantages et usages des logiciels libres ; comment bien choisir son ordinateur, ses logiciels professionnels et son fournisseur d'accès ; Internet : quelles utilisations pour mon activité professionnelle ; comment déjouer les arnaques sur Internet ; recherche sur Internet : Méthodes et astuces ; comment se protéger contre les virus, spywares, malwares, vers, chevaux de Troie ainsi que le flot des emails non désirés (SPAM) ; comment arrimer davantage les organismes nationaux à la société mondiale de l'information ; conduire un projet Web et en gérer le changement : petit guide méthodologique...* La célébration de la FIC a été relayée à Ebolowa, sous la coordination du Centre ADEN, "Akib@.net"

Le site web de la fête de l'Internet Cameroun, entièrement relooké (www.wagne.net/fic/), a servi de canal pour les inscriptions aux différents ateliers de formation. On peut estimer le nombre de visiteurs de la Fête de l'Internet 2007 à près de 2500 personnes. Une fois sur le site de la fête, ces visiteurs et visiteuses se sont retrouvés soit dans les stands de formation, soit dans l'atelier de surf gratuit, soit dans les différents stands d'exposition pour recueillir les informations sur les exposants ou pour surfer gratuitement aussi. Près de 500 personnes ont participé aux sessions de formation.



Mireille Koumatio (en blouse blanche) reçoit des visiteurs au stand du CIPCRE Conseil et services à l'occasion du 3^{ème} Forum social camerounais

Contribution aux actions des OSC

Nous avons apporté une contribution pro-téiforme aux organisations de la société civile camerounaise : participation à des cercles de réflexion, à la production d'un texte d'analyse sur le budget de l'Etat, à l'élaboration des supports et aux rencontres diverses.

En tant que membre du comité de pilotage du Programme Concerté Pluri acteurs (PCPA), nous avons participé à 06 rencontres de pilotage. Constitué d'organisations famille de la société civile camerounaise (BASC - Caritas Cameroun, CSP, CGT Liberté, UNAPHAC, REDS, SNJP, CEPKA, CIPCRE) ce comité est chargé du suivi de la mise en œuvre de ce programme à travers des appels à projet ou des demandes d'appui direct. Il tient ses rencontres une fois par mois au BASC Caritas Cameroun, chef de file avec pour objectif de faire une évaluation mensuelle de la mise en œuvre du programme par l'équipe technique de pilotage. Dans le cadre de ce comité de pilotage, nous avons aussi participé à un séminaire de planification stratégique des activités de l'année II du PCPA, les 23, 24 et 25 Avril à Kribi.

En qualité de leader du groupe thématique Dette DSRP du même programme PCPA, nous avons animé 04 rencontres de la thématique dette. Ce groupe thématique est constitué de 5 organisations (BASC Caritas, CIPCRE, CARDED, COSADER, CREDDA) ayant de l'expérience en matière de dette. Le cadre de ces rencontres a servi à la préparation de cinq textes d'analyse sur la situation actuelle d'endettement au Cameroun, une matrice d'analyse et une proposition de plan d'action pour l'année II, lesquelles ont été présentées et discutées au deuxième forum du PCPA tenu du 18 au 22 février à Bamenda.

Comme membre du réseau de suivi indépendant des politiques publiques et des stratégies de coopération " **Dynamique Citoyenne** " (DC) constitué de 250 organisations de la Société Civile Camerounaise, et membre de sa coordination nationale, nous avons participé à 4 rencontres. La coordination qui est constituée de 25 organisations représentant différentes familles de la société civile camerounaise, suit la mise en œuvre des activités du réseau dans les dix provinces et assure le renforcement des capacités des membres du réseau. Le gros du travail de la coordination a été le renforcement des capacités des membres des coordinations provinciales au processus du suivi budgétaire et plus spécifiquement au suivi physico financier des dépenses du secteur éducation (exercice 2004) dans les provinces du Centre, de l'Extrême Nord et du Nord-Ouest.

En notre qualité de membre du réseau de suivi indépendant des politiques publiques et des stratégies de coopération de " **Dynamique Citoyenne** ", nous avons au sein de la commission macro économique de ce réseau, participé à l'analyse du budget 2007 de l'Etat. Cette analyse visait 4 objectifs, à savoir susciter un débat participatif

sur les priorités de la stratégie de développement du pays et promouvoir l'équité sociale ; améliorer la gouvernance et lutter contre la corruption en promouvant trois principes de bonne gouvernance que sont la transparence, la participation et l'accountability; sensibiliser et interpeller les parlementaires sur leurs rôles dans les politiques publiques ; et permettre une réappropriation du processus de développement par les populations et mobiliser les citoyens afin qu'ils revendiquent leurs droits.

Nous avons contribué, à l'issue de l'analyse du budget 2007, à la production d'un support sous le titre " **Budget 2007 sortie annoncée par quel bout du tunnel ?**". La restitution publique de ce support a eu lieu le 3 mai au cercle municipal en présence des organisations de la société civile, des membres du gouvernement et des organismes internationaux d'appui au développement. Ce support produit en 2000 exemplaires a été distribué aux organisations de la société civile des 10 provinces, aux autorités administratives et aux bailleurs de fonds. Il est disponible dans nos archives et au Basc-Caritas qui est le point focal de Dynamique Citoyenne. C'est un document de plaidoyer à travers lequel les organisations membres de DC entendent apporter leurs contributions aux débats sur la bonne gouvernance budgétaire qui a cours dans notre pays afin qu'à l'avenir le bénéfice de l'action publique soit ressenti dans la réalité par les citoyens camerounais.

Nous avons régulièrement participé à la mise en œuvre et au suivi évaluation de la première année du Programme Concerté Pluri Acteurs (PCPA). Nous avons aussi participé à la préparation et à l'animation du premier conseil national de DC qui s'est tenu du 3 au 5 mai à la Chambre d'Agriculture. L'objectif de ce conseil était de mobiliser toutes les coordinations provinciales et de susciter des débats, des temps de partage d'expériences, des temps d'apprentissage à partir d'une capitalisation des pratiques et des compétences développées par les uns et les autres et sur les pratiques développées par les différentes coordinations de DC. Nous avons enfin participé à l'atelier de restitution des études menées par DC sur le suivi physico financier des dépenses du secteur de l'éducation en 2004 et sur le profil de gouvernance dans le même secteur. Nous avons été aussi présents à l'atelier de restitution du rapport mondial 2007 sur la corruption, organisée par Transparency international Cameroun ; à la cérémonie de lancement du programme CHOC-Cameroun (Changer les habitudes, s'opposer à la corruption), organisée par le PNUD ; au 3ème forum social camerounais conduit par FOSCAM.■

NOS STRATEGIES ET NOS RESSOURCES

Sous la houlette du Directeur Général, nous avons, à Yaoundé comme à Bafoussam, à Bamenda comme à Porto-Novo et dans de nombreuses autres localités urbaines et rurales placé nos activités sous le double signe de la synergie permanente et du respect de la mission du CIPCRE. Quant aux ressources humaines, matérielles et financières, elles ont été gérées à la lumière de deux mots d'ordre : efficacité et efficience.

C'est pour vérifier la conformité entre les activités réalisées et la mission du CIPCRE que la session ordinaire du Conseil d'Administration s'est réunie à Porto-Novo autour, entre autres, de l'examen des résolutions de la session du CA de 2006, du rapport d'activités et financier 2006, de l'organigramme du CIPCRE-Bénin et du Plan d'Action 2007 du CIPCRE. Au terme des travaux, les Administrateurs ont pris la résolution de délocaliser l'Unité Foi et Action Sociale (UFAS) alors dans le porte feuille du CIPCRE-Cameroun, à la Direction Générale. Pour donner un contenu à ce transfert de compétences nous avons effectué une mission de prospection au Bénin, à l'effet d'identifier et de rencontrer des structures administratives, ecclésiastiques et de la société civile pour les intéresser à la problématique du trafic des jeunes à des fins d'exploitation sexuelle. Au terme de notre séjour dans ce pays, toutes les structures rencontrées ont marqué leur accord pour s'engager avec nous dans la lutte contre ce fléau, objet de la Campagne Semaines Pascales.

Restitution

Les résultats de cette mission ont été restitués au cours d'un atelier le 31 octobre au Chant d'Oiseaux à Cotonou en collaboration avec l'Eglise Méthodiste du Bénin (EPMB), l'Institut des Artisans Justice et Paix (IAJP) et le Réseau des Femmes Elues Conseillères (REFEC). Ont pris part à cette rencontre des leaders religieux et des responsables des mouvements des jeunes et des femmes, des communautés de foi ainsi que des responsables d'ONG, des autorités ministérielles et des responsables d'organismes internationaux. Au terme des travaux, des éléments ont été identifiés pour élaborer la planification stratégique de la Campagne Semaines Pascales au Bénin.

Le PCA au CIPCRE-Bénin

Conformément à une résolution du Conseil d'Administration en sa session de 2005 reconduite en 2006, le Président du Conseil d'Administration, Mgr Jean-Bosco Ntep a effectué une visite de suivi au CIPCRE-Bénin. Il s'est agi pour le Président de suivre de près la réalisation des activités de cette



Le PCA du CIPCRE (2eme a partir de la gauche) en visite au Bénin

Direction Nationale et de voir son personnel au travail. Accompagné du Directeur Général et du Directeur National du CIPCRE-Bénin, il a pu effectuer une visite de terrain dans la Commune de Bonou où il a visité le jardin botanique d'Atchonsa et rendu une visite de courtoisie au Maire. La visite a également été meublée par une séance de travail avec l'AM en présence de 12 membres dont 2 femmes, une rencontre de travail avec tout le personnel et des visites rendues aux autorités religieuses, notamment le Président de l'EPMB et l'Evêque de Porto Novo avec une présentation à la rentrée pastorale.

Contrôle

Sur le plan du contrôle et du suivi financiers, nous avons organisé 4 missions d'audit interne dont 1 au CIPCRE-Bénin du 28 janvier au 6 février, 1 au CCS du 17 au 19 janvier, 1 à Bamenda le 26 janvier et 1 à Bafoussam du 7 au 9 février. Vingt (20) rapports d'audit ont été publiés dont 2 rapports de contrôle interne, 2 rapports d'audit sur les états financiers et 2 rapports financiers modèle EED pour chaque entité de travail. A la Direction Nationale du Bénin, nous avons produit 1 rapport d'audit financier final pour PROTAIGE-BENIN et 1 rapport d'audit d'ouverture pour le nouveau Plan d'Action Triennal 2007-2009 baptisé Promotion de la Gouvernance Environnementale Locale (PROGEL) lancé en marge des travaux du

CA en présence du Directeur Général, du Directeur National et du Président de l'A.M.

Quant à la tenue de la comptabilité, nous avons continué à enregistrer les documents, à préparer les différentes demandes de virement. Au total, 12 demandes de virement ont été élaborées et envoyées aux partenaires. Autant d'accusés de réception de ces virements ont été confectionnés. Dans l'ensemble, la préparation des états financiers a été facilitée au CIPCRE-Bénin, au CIPCRE-Cameroun et au CCS grâce à une bonne tenue des comptes.

S'agissant de la gestion des ressources matérielles, nous avons organisé 3 inventaires de mobilier et équipement par entité de travail. Au CIPCRE-Cameroun, 14 inventaires supplémentaires ont été réalisés dont 12 concernant les aulacodes et 2 les plantes médicinales. Nous avons acquis le site où se pratique l'élevage des aulacodes. Il a une contenance superficielle d'environ 1000 m².

Publications

Nous avons publié ECOVOX N° 37 et 38 en 2 000 exemplaires chacun sur les thèmes Eglise et Développement et les chefferies traditionnelles ; un rapport public consolidé de 44 pages en 3 000 exemplaires ; un calendrier thématique sur l'aulacodiculture comme stratégie de lutte contre le braconnage en 3 000 exemplaires, une Bande Dessinée sur le trafic des enfants à des fins d'exploitation sexuelle en 30 000 exemplaires et un Cahier d'Animation tiré en 5 000 exemplaires.

Coopération

Nous avons collaboré avec le Mouvement du Nid en France dans la perspective de l'élaboration d'un livret pédagogique sur la prostitution. Nous avons reçu les visites du Délégué de l'Union Synodale Berne-Jura-Soleure (USBJS), des Délégués de DM Echange et Mission, de Kerkinactie, des Eglises Protestantes des Pays-Bas, du Chargé de Suivi des Projets EED et d'un Groupe du DM Echange et Mission. Tous ont découvert nos activités de terrain et échangé avec nous sur le renforcement de notre coopération

Sur le national, nous avons intensifié nos rapports avec les partenaires locaux de EED et de CMC à travers 3 rencontres auxquelles nous avons pris part : le séminaire des partenaires de EED sur les stratégies à mettre en œuvre pour assurer la pérennité de leurs organisations ; la deuxième Consultation du Réseau CMC-Partenaires Camerounais et l'atelier d'échange et de planification des activités avec les organisations partenaires de EED au Cameroun.

Notre participation aux séances et activités des réseaux dont nous sommes membre s'est poursuivie au niveau du Groupe d'Action National (GAN) réunissant les partenaires EED et ICCO au Bénin, du Collectif National des Organisations Non Gouvernementales de Gestion des Déchets et de l'Assainissement du Bénin (CoNOGeDA) et du Partenariat National de l'Eau (PNE-Bénin).

Nos relations avec les autres institutions aussi bien privées que publiques, avec les universités et écoles de formation, les services déconcentrés de l'Etat, les ONG et autres organismes d'appui au développement ont été maintenues et/ou renforcées. C'est ainsi qu'au Bénin nous avons collaboré avec NEGOCOM, Ecolo Ecolo, ONG Convergence, Santé, Education/Bénin, etc. Au Cameroun, nous avons accompagné l'Assemblée des Chefs Traditionnels de l'Ouest dans l'élaboration de ses textes de base. En notre qualité de Vice-Président de Transparency International Cameroon (TIC), nous avons pris part à Yaoundé à un séminaire sur le renforcement des piliers de l'intégrité au Cameroun. Avec NWADO, INADES-Formation, NESAS, Helvetas et MIDENO, nous avons co-organisé des séances de travail et conduit des activités sur le terrain dans le Nord-Ouest. Avec l'Université de Dschang, nous avons collaboré dans le cadre de l'élevage des aulacodes. Nous avons encadré 3 stagiaires de cette université et 2 du Collège Régional d'Agriculture de Bambili. Nous avons étroitement travaillé avec les services déconcentrés du MINADER dans l'encadrement des paysans et avec ceux du MINPROFF dans les questions genre et développement.

Planification-Suivi-Evaluation

Pour leur permettre de mieux répondre aux sollicitations de nos partenaires de terrain, nous avons accompagné les cellules et unités opérationnelles au Cameroun comme au Bénin dans la planification, le suivi et l'évaluation de leurs activités. Cet accompagnement nous a permis de suivre au jour le jour les indicateurs d'effectivité et des résultats planifiés de favoriser la synergie entre ces cellules et unités opérationnelles, d'encourager les échanges d'expériences entre le personnel et d'assurer l'adéquation entre les planifications mensuelles, les activités effectivement réalisées et la planification opérationnelle.

Au CIPCRE-Bénin particulièrement, le Directeur et les coordonnateurs ont tenu en moyenne deux réunions de concertation (RC) par mois selon les besoins. Le suivi des activités s'est fait à travers d'une part les réunions mensuelles désormais réduites au niveau des entités, les bilans trimestriels, l'évaluation semestrielle et l'évaluation annuelle et d'autre part la supervision par le

Directeur National des activités importantes des cellules et des unités. Cette supervision s'est faite aussi bien par les rencontres avec chaque Coordonnateur que par des descentes sur le terrain. Les activités de l'auto-évaluation classique se sont déroulées en juillet. En septembre, un autre exercice d'auto-évaluation a porté spécifiquement sur le nouveau cadre d'exécution du PAT 2007-2009.

Gestion des ressources

Dans le cadre de la gestion du personnel au Cameroun, nous avons régulièrement saisi les opportunités que nous ont offertes les autres organisations d'appuis au développement pour former les cadres de terrain. Deux sessions de formation au profit de tout le personnel de terrain ont été organisées sur l'utilisation des logiciels PowerPoint, ACCESS et EXCEL, les méthodes avancées de recherche sur Internet et des notions d'entretien d'un ordinateur et de protection des ordinateurs contre les attaques des virus et des spywares (logiciels espions). Au CCS, nous avons identifié les besoins en formation du personnel puis dressé une liste de thèmes avant de procéder à la formation. Le personnel a ainsi été formé sur Excel, Power Point, Weblog, administration des sites Internet, méthodes participatives, techniques de vente et de prospection, montage des dossiers d'appel d'offre, gestion des projets et développement organisationnel, etc.

Au Bénin, l'expérience d'utilisation de personnel temporaire a été rééditée au niveau de CIPCRE-SU. La caissière a été titularisée par un contrat de travail en bonne et due forme. De même, compte tenu des enjeux et défis du projet PRO-GEL, il a été procédé au repositionnement des agents dans les entités en tenant compte du nouveau cadre d'exécution du PAT.

Cette répartition a été faite sur la base des critères suivants : nature des microprojets de chaque commune ou ensemble de communes ; compétences techniques et sociales de l'agent ; expériences dans la conduite des travaux d'analyse de situation ou autres dans lesdites communes.

Le renforcement des capacités du personnel s'est concrétisé au cours de l'année à travers l'organisation de trois sessions de formation sur le perfectionnement en Genre (cf CGD), le perfectionnement en Informatique (Word, Power Point et Excel), les zones humides, la participation aux sessions organisées par le Service d'Appui Local (SAL) de EED en Afrique de l'Ouest (Cabinet GESURI), la participation à des séminaires de formations organisés par des tiers à l'instar de l'atelier de formation sur " *Eau, Hygiène Assainissement et les OMD : quelle approche pour une mobilisation*

sociale participative " (par CREPA-Bénin) et de la formation sur la gestion de sous-projets communaux et communautaires (initié par le PNDCC et assuré par la SNV). Trois stagiaires ont été accueillis dans nos différentes unités de travail.

Au total, 53 personnes dont 21 femmes ont été mobilisées pour mener les activités à savoir 6 personnes dont 3 femmes à la Direction Générale, 23 personnes dont 10 femmes au CIPCRE-Cameroun, 8 personnes dont 4 femmes au CCS et 16 personnes dont 4 femmes au CIPCRE-Bénin.

Au Bénin, nous avons acquis : 1 véhicule 4X4 d'occasion (Toyota 4 Runner) et 6 motos marque TVS ; 2 lap top Toshiba, 4 desktop écran plat HP, 4 imprimantes, 1 vidéoprojecteur EPSON, 1 caméra et 2 appareils photo numériques et 1 copieur CANON. L'entretien des équipements a été assuré avec diligence.

Par ailleurs, nous avons reçu en don un lot de matériels de l'ONG Mawu-lolo : 2 mobiliers de bureau usagés ; 6 chaises dont une défectueuse ; 1 machine à taper " **Marque Olympia** ", fonctionnelle ; 1 pendule " **Marque Nino-quartz Japan** ", fonctionnelle et 01 tableau mural portant un message biblique en langue Gun (Ps 23). L'ONG attend de se fixer sur l'opportunité d'y adjoindre un tracteur usagé pour que l'acte de donation soit établi pour l'ensemble des matériels.

Assemblées des Membres

Si au Cameroun, l'Assemblée des Membres reste plongée dans une profonde léthargie, il n'en va pas de même au Bénin. Ici, notre appui à l'animation de l'Assemblée des Membres a consisté en : l'organisation des deux sessions ordinaires de l'AM et un atelier sur " *Rôles et responsabilités des organes des structures associatives : culture de la bonne gouvernance face aux nouveaux enjeux de développement* " ; des séances de concertation entre le Bureau et la Direction pour faire le tour d'horizon de la vie de l'Institution ; des consultations et concertations diverses entre le Président du Bureau et le Directeur ; l'invitation des responsables et autres personnes ressources de l'AM à certaines réunions de planification et de suivi-évaluation de la Direction Nationale et la mise en œuvre des procédures d'étude des demandes d'adhésion.

Cependant, le renouvellement du Bureau n'a pas pu être effectif d'abord pour défaut de quorum et ensuite à cause de l'interprétation divergente de l'article 6 du Règlement Intérieur National. Heureusement, la visite du bureau du CA a permis aux acteurs de trouver un consensus libellé en ces termes : " *Afin d'éviter qu'un membre (ne) s'éternise dans le bureau, tout membre ayant participé*

deux fois de suite à un bureau n'est plus éligible".

Ressources financières

Les ressources financières mobilisées pour accomplir notre mission au cours de l'année de référence

Libellé	Recettes			Dépenses				
	Cameroon	CCS	Bénin	Total	Cameroon	CCS	Bénin	Total
1 - RECETTES								
1.1 - Report au 1er janvier 2007*	-20 254 593	-13 214 988	0	-21 476 521				
1.2 - Produits propres	14 038 915	16 079 683	9 002 336	39 190 934				
1.3 - Versements contractuels	719 354 505	48 092 108	87 965 056	455 411 670				
EEP	289 534 437	42 082 335	27 665 555	459 282 327				
APUR/ACTIVE	40 001 377	0	0	40 001 377				
CIPCRE/44	30 138 535	0	0	30 138 535				
DM	6 733 200	0	0	6 733 200				
ACTV	1 250 000	0	0	1 250 000				
Agence de la CCS	0	4 925 432	0	4 925 432				
Total Recettes (1)	323 196 969	52 957 023	96 687 422	472 841 413				
2 - DEPENSES								
2.1 - CIPCRE-Direction Générale								
Equipement					180 026 704	0	0	180 026 704
Frais de personnel					18 165 190	0	0	18 165 190
Frais administratifs					26 203 953	0	0	26 203 953
Contribution					21 922 521	0	0	21 922 521
UEAS					60 141 962	0	0	60 141 962
CCS					41 134 073	0	0	41 134 073
OT5					3 459 002	0	0	3 459 002
2.2 - CIPCRE- Directions Nationales					180 700 897	56 474 753	65 386 189	250 561 839
Equipement					0	4 072 000	22 200 775	26 272 775
Frais de personnel					46 520 097	12 937 267	20 737 901	80 195 265
Frais administratifs et coordination nationaux					10 550 260	21 784 321	8 752 557	41 087 138
Frais de programmes					21 287 923	17 487 963	27 924 144	76 719 030
Changement Clinique					20 924 667	0	0	20 924 667
Autres activités					0	0	5 697 432	5 697 432
Total dépenses (2)	239 728 635	50 471 753	85 336 189	430 536 577				
Solde au 31 décembre 2007 (3) = (1) - (2)	34 668 334	-3 514 730	11 351 233	42 504 837				
TOTAL	323 196 969	52 957 023	96 687 422	472 841 413	323 196 969	52 957 023	96 687 422	472 841 413

* La CIPCRE/44 a perçu ses revenus PAY 2007-2008 le 1er janvier 2007. Ceci explique le solde au 1er janvier 2007 en déca.

Les comptes du CIPCRE sont audités et certifiés par le Cabinet d'Impôts de l'Etat.

L'année 2007 a été, à la Direction Générale comme au CIPCRE-Cameroun, au CIPCRE-Bénin et au CCS globalement satisfaisante en termes d'activités menées et de résultats atteints malgré le moment de consternation vécu par l'ensemble du personnel suite à la disparition de M. Silas Ghomdum, Responsable Financier et Délégué du personnel.

Sur le plan institutionnel, la délocalisation de l'Unité Foi et Action Sociale du CIPCRE-Cameroun à la Direction Générale a favorisé une plus grande synergie entre les différentes personnes qui interviennent dans les activités de la Campagne Semaines Pascales. Le couple Mia et Sébastien, nouvellement arrivé au CIPCRE, a énormément contribué à cette nouvelle impulsion. La visite du Dr. Johan Naron, membre du Conseil d'Administration et chargé du Développement institutionnel a contribué à la mobilisation du personnel en vue de l'atteinte des résultats planifiés.

Au CIPCRE-Cameroun, les activités ont tourné autour de la sensibilisation de nos partenaires sur les questions relatives à la protection de l'environnement, du renforcement de leurs capacités et des appuis techniques et matériels pour la mise en œuvre des initiatives de développement. La production de deux numéros du journal Ecojeunes dont un sur la prévention du VIH-SIDA en milieu scolaire, l'accompagnement des partenaires dans la production des engrais organiques, l'amélioration de la fertilité des terres agricoles, la protection des ressources forestières, la production et la commercialisation des produits agricoles ont été au cœur de nos interventions.

Au CIPCRE-Bénin, le projet PROGEL a enregistré quelques résultats encourageants malgré son démarrage un peu tardif. Au plan opérationnel, les mécanismes juridiques et financiers ont été convenus avec les autorités communales ; des micro-projets concrets ont démarré et des contributions financières locales ont été déjà libérées par certaines communes partenaires.

Au CCS, un pool de consultants externes a été mis sur pied ; les ressources humaines, matérielles et financières ont été régulièrement mobilisées et les résultats attendus globalement réalisés. Un nouveau Plan d'Action Triennal (PAT 2008-2010) a été élaboré et soumis au partenaire financier EED.

Cependant quelques difficultés ont été rencontrées dans l'exécution des activités et notamment : au CIPCRE-Cameroun, la faible production des géniteurs à la ferme d'élevage des aulacodes qui limite les possibilités de diffusion des animaux ; le coût élevé de la location des bœufs qui entrave la vulgarisation de Night paddock ; l'étranglement du Centre de Documentation ; les contraintes liées au calendrier scolaire qui obligent l'UPEC à concentrer les activités d'aménagement des espaces verts dans les établissements scolaires au premier trimestre de l'année ; la mobilité des responsables des établissements scolaires et des enseignants qui influe négativement sur le suivi des espaces verts créés dans ces établissements. Au CIPCRE-Bénin, la mise en place tardive du financement du projet PROGEL, la lenteur administrative au niveau des communes et le temps d'adaptation des acteurs du CIPCRE-Bénin à leurs nouveaux partenaires ont ralenti la mise en œuvre du plan d'action ; au CCS, le faible débit et l'instabilité de la connexion Internet ; la prolifération et la ténacité des virus et vers informatiques ; les coupures intempestives de l'énergie électrique qui fragilisent le matériel informatique et la faible alimentation des contenus des sites web par les clients.

En perspective, nous comptons mettre tout en œuvre non seulement pour consolider les acquis mais encore pour relever avec efficacité les nombreux défis qui se posent encore à nous dans le vaste chantier du développement durable. ■

LISTE DES ABBREVIATIONS

ABITACG	Abolokoro Rural Integrated Farming Group	GRABE	Groupe de Recherche et d'Action pour le Bien-Être au Harin
ABE	Agence Béninoise pour l'Environnement	GWA	Gender and Water Alliance - Alliance Genre et Eau
ADPN	Appui au désenclavement numérique	GWP-Cameroun	Global Water Partnership Cameroon
AMD	Association de Médecine à Domicile	HERNAA	Herboristes et Naturopathes Associés
ASDGP-Harin	Association des Spécialistes en Décentralisation et Gestion des Eaux du Harin	IDT	Integrated Development Tourism
AUF	Agence universitaire de la francophonie	IIED	Institut International pour l'Environnement et le Développement
AVA	Agent de Vulgarisation de la Zone	IRAD	Institut de la Recherche Agricole pour le Développement
BACC	Bureau d'appui à la coopération commerciale	JNP	Journées Nationales de Précellence
BIASC	Bureau des actions socio-caritatives	JPN	Jardin des Plantes et de la Nature
BECOM	Bureau d'Etude et de Communication	MAPP	Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs
CBRAV	Chargé de la Recherche-Action et de la Vieille stratégique	MEPS	Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire
CAO	Conférence Administrative Départementale	MIC	Maison Internationale de la Culture
CCO	Communauté des Communes de l'Ouémé	MIDENO	Mission de Développement du Nord-Ouest
CoRPA	Centre Régional pour la Promotion Agricole	NEDCOM	Signifiant en français Management – Éducation Globale – Coopération Éducation Nord-Sud Activités Sociales
CoNOGEDA	Collectif National des Organisations Non Gouvernementales de Gestion des Déchets et de l'Assainissement	NESA	Network for Sustainable Agriculture
COOPDEGAL	Coopérative des Planteurs de Galin	NWADO	North West Association of Development Organisation
COUSA	Comité de Santé	OCGD	Organe de Concertation pour la Gestion des Déchets
CRAFOD	Centre Régional Africain de Promotion pour le Développement	OCS	Observatoire du Changement Social
CRCPA	Centre Béninois pour le Développement des Initiatives de Base	PAFRA	Projet d'Appui à la Foresterie Rurale et à l'Agroécotourisme
CTA	Centre Technique Agricole et Rural	PAWFS	Plan d'Aménagement de l'Espace Solaire
DAC	Département Appui et Conseil	PEBSM	Projet de Gestion des Déchets Solides Ménagers
DC	Dynamique villageoise	PFUD	Projet de Gestion Urbaine Décentralisée
DHMC	Direction de la Décentralisation de l'Éducation et de la Coopération	PNMA	Politique Nationale de l'Environnement de l'Anoual
DHPTN	Direction Départementale de l'Environnement et de la Protection de la Nature	PNT	Partenariat National de l'Eau
DUS	Direction Départementale de la Santé	PNUE	Programme des Nations Unies pour le Développement
DIRAB	Direction de l'Hygiène, de l'Assainissement à la Base	PROGETL	Promotion de la Communauté Environnementale Locale
DSO	Direction du Service Opérationnel	PROUNAPM	Producteurs Normeurs Agropasteurs de Porto Michel
EPIAB	Eglise Protestante et Méthodiste du Harin	PTBA	Plan de Travail et de Budget Annuel
EED	Fonds Européen de Développement	RAT	Réforme Administrative Territoriale
FOSCAM	Fédération de la société civile camerounaise	RIBHDP	Réseau des Rurals Rurals des Pays en Développement
FOWIC	Forum of Women's Information and Coordination	SADCOO	Santé et Développement Communautaire
GAN	Groupe d'Action National (un réseau des ONG et églises chrétiennes pentecôtistes de l'ED)	SAT	Service d'Appui Technic
GBEBC	Groupe biblique des élèves et étudiants du Cameroun	SDAC	Schéma Directeur d'Aménagement de la Commune
GFA	Groupe des Femmes et Agriculteurs	SLIP	Stratégie Impact Local Participatif
GIC ADB	GIC des Apiculteurs Dynamiques de Batoulim	SNV	Organisation Néerlandaise pour le Développement International
GIC AGRICOLIBA	GIC des Agriculteurs de Bongang	SWECOM	Réseau des ONG du Sud-Ouest
GIC	Groupe d'Intérêt Économique	UNRIFAD	Union des GIC des Femmes Pe santés de l'Assainissement de Harin
GP-DERUDET	Grassroot Participatory and Decentralised Rural Development Project	WDM	Vois des Montagnes

QUI SOMMES-NOUS ?

■ Notre identité

Nous sommes :

- Une organisation Non Gouvernementale de droit camerounais née en 1990 ;
- Une ONG d'environnement et de développement durable ;
- Un espace de promotion du dialogue social, œcuménique et interreligieux.

■ Notre Vision

Nous rêvons :

- D'un monde fondé sur le projet de Dieu pour Sa Création, projet de vie en abondance et tel que révélé en Jésus-Christ;
- D'un monde où l'homme et la femme s'affirment comme acteurs de leur devenir dans un rapport sain à leur histoire et à leur environnement et s'épanouissent physiquement, moralement, socialement et spirituellement, conditions préalables à l'expression de leur dignité ;
- D'un monde où l'humanité s'organise en une société démocratique, juste, pacifique et respectueuse des droits de la personne.

■ Notre mission

Nous avons pour mission d'œuvrer pour la promotion de la création en contribuant à la transformation des structures sociales et au renforcement des capacités pratiques et stratégiques des populations défavorisées pour la prise en main de leur destin.

■ Nos domaines d'intervention

Pour accomplir notre mission et atteindre nos résultats, nous intervenons dans les domaines suivants :

- promotion du dialogue foi et transformation sociale ;
- promotion de la Justice, de la paix et des droits du citoyen ;
- promotion des initiatives locales de développement ;
- promotion des rapports sains entre l'homme et son environnement ;
- promotion des rapports équitables hommes/femmes.

■ Nos stratégies d'intervention

Nos interventions sont exécutées suivant les stratégies ci-après :

- Plaidoyer ;
- Accompagnement ;
- Sensibilisation et information ;
- Information, Education et Communication (IEC) ;
- Recherche-action ;
- Réseautage, partenariat et participation ;
- Spiritualité-action ;
- Mobilisation des ressources.

■ Nos partenaires à la base

Nos partenaires à la base sont :

- Les femmes ;
- Les jeunes ;
- Les paysans ;
- Les artisans et autres acteurs du secteur informel ;
- Les croyants ;
- Les élèves et les étudiants ;
- Les citoyens.

■ Nos unités de travail

Nos unités de travail comprennent :

A la Direction Générale

- La Cellule de Recherche et Stratégies (CRS)
- Le CIPCRE Conseil & Services (CCS)
- L'Unité Foi et Action Sociale (UFAS) ;

Au CIPCRE-Cameroun

- L'Unité de Promotion des Initiatives Locales de Développement (UPIILD) ;
- L'Unité de promotion de l'Education Citoyenne de la Jeunesse (UPEC) ;
- La Cellule Genre et Développement (CGD) ;
- La Cellule de Communication (CECOM).

Au CIPCRE-Bénin

- L'Unité de Promotion des Initiatives Locales de Développement (UPIILD) ;
- L'Unité CIPCRE-SU ;
- L'Unité Justice, Paix et Sauvegarde de la Création (JPSC) ;
- La Cellule de Communication (CECOM).
- La Cellule Genre et Développement (CGD)

Nos Adresses

DIRECTION GENERALE

B.P. 1256
BAFOUSSAM - CAMEROUN
Tél (237) 33 44 66 68
Fax (237) 33 44 66 69
E-Mail: cipcre.dg@cipcre.org

CIPCRE-Cameroun

B.P. 1256,
Bafoussam
Tél (237) 33 44 62 67
Fax (237) 33 44 66 69
E-Mail: cipcre.dg@cipcre.org

CIPCRE-Bénin

B.P. 287, Porto-Novo
Tél (229) 20 24 72 49
Fax (229) 20 24 80 50
E-Mail: cipcre.benin@cipcre.org

CIPCRE-Conseil & Services

B.P. 15059 Yaoundé
Tél (237) 22 23 75 92
Fax (237) 22 23 75 92
E-Mail: ccs@cipcre.org

Site Web : www.cipcre.org